

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/201544]

23 FEVRIER 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution des chapitres 1^{er}, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, les articles 1^{er}, § 3, 1^o, 3^o et 4^o, 2, alinéa 1^{er}, 6, § 1^{er}, alinéa 3, et § 2, alinéas 1^{er} et 2, 1^o et 2^o, 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 2, alinéas 1^{er} et 3, 1^o et 2^o, 9, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 2, 10, § 2, alinéas 1^{er} et 2, et § 3, alinéa 1^{er}, 11, 12, 14, alinéas 1^{er}, 1^o, 2^o, 3^o, 5^o et 6^o, et 2, 37 et 38, alinéa 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'octroi d'une prime aux entreprises ayant recours aux services d'un Rentic;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'octroi d'une prime aux entreprises créant un site e-business;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'agrément en gestion de projets e-business;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juin 2003 portant exécution de certaines dispositions du décret du 19 décembre 2002 relatif aux chèques-formation à la création d'entreprises;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites et moyennes entreprises;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2008 portant exécution du décret du 15 juillet 2008 relatif au soutien à la création d'activités au travers des bourses de préactivité et au soutien à l'innovation des entreprises au moyen des bourses innovation;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015 concernant les aides à l'internationalisation des entreprises;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 24 octobre 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 octobre 2016;

Vu le rapport du 23 février 2017 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'AWEX du 16 décembre 2016, donné en application de l'article 9, alinéa 1^{er}, du décret du 2 avril 1998 créant l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers;

Vu l'avis n° 60.839/2 du Conseil d'Etat, donné le 8 février 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre de l'Economie, de l'Innovation et du Numérique, du Ministre de l'Energie et de la Ministre de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Section 1^{re}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o le décret du 21 décembre 2016 : le décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;

2^o le Ministre : le Ministre de l'Economie;

3^o le Ministre de l'Energie : le Ministre qui a la politique énergétique dans ses attributions;

4^o le Ministre de la Formation : le Ministre qui a la formation dans ses attributions;

5^o l'Administration : l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers, la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie ou, le cas échéant, la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie du Service public de Wallonie;

6^o l'Inspection : les agents désignés par le Gouvernement ou par l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers qui contrôlent l'application du décret du 21 décembre 2016 et des arrêtés pris en exécution de ce décret, et surveillent le respect de ceux-ci;

7^o le code NACE-BEL : la nomenclature d'activités économiques élaborée par le SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie dans un cadre européen harmonisé, imposé par le règlement (CEE) n° 3037/90 du 9 octobre 1990 du Conseil relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne.

Section 2. — Trajectoire de croissance d'une entreprise

Art. 2. Pour bénéficier des mesures prévues pour les entreprises ayant une trajectoire de croissance, l'entreprise répond à l'ensemble des critères suivants :

- 1° la trajectoire de croissance a un caractère stratégique;
- 2° la trajectoire soutient la croissance pendant les processus de transformation, d'innovation ou d'internationalisation de l'entreprise;
- 3° la trajectoire de croissance a un caractère difficilement réversible;
- 4° la trajectoire de croissance a un impact substantiel sur les processus de l'entreprise dans son ensemble.

Le Ministre peut préciser, après concertation avec le Ministre de l'Énergie et le Ministre de la Formation, les critères de la trajectoire de croissance de l'entreprise visés à l'alinéa 1^{er}.

Le Ministre détermine les modalités de vérification de ces critères.

Section 3. — Le passeport entreprise

Art. 3. § 1^{er}. Une attestation de sa qualité de micro, petite ou moyenne entreprise, dénommée "passeport entreprise", est délivrée à chaque entreprise qui en fait la demande.

Le Ministre détermine les modalités d'introduction de la demande ainsi que la procédure de délivrance du passeport entreprise.

Le passeport entreprise a une durée de validité d'un an.

§ 2. Les données pour le calcul du chiffre d'affaires annuel, du total du bilan et du nombre de personnes employées sont fixées sur la base du dernier compte annuel déposé dans le respect du délai légal de dépôt auprès de la Banque nationale de Belgique avant la date d'introduction de la demande d'aide et disponible par le biais d'une banque de données centrale.

Pour le calcul du chiffre d'affaires annuel, il faut entendre celui afférent au dernier exercice clôturé précédant l'introduction de la demande et pondéré, sur douze mois lorsque cet exercice couvre une période supérieure à douze mois.

Pour l'entreprise qui ne dépose pas ses comptes annuels auprès de la Banque nationale de Belgique, les données pour le calcul :

- 1° du chiffre d'affaires annuel sont fixées sur la base de la dernière déclaration auprès des impôts directs avant la date d'introduction de la demande d'aide;
- 2° du nombre de personnes employées sont fixées par une attestation de l'Office national de Sécurité sociale mentionnant le nombre de travailleurs employés au sein de l'entreprise avant la date d'introduction de la demande d'aide.

En cas d'entreprise récemment créée dont le premier compte annuel n'a pas encore été clôturé et dont la première déclaration fiscale n'est pas encore faite, les données sont établies sur la base d'un plan financier de la première année d'activité.

§ 3. Pour le calcul de l'effectif d'emploi, il faut entendre : la moyenne annuelle du nombre de travailleurs occupés dans les liens d'un contrat de travail dans l'ensemble des sièges d'exploitation de l'entreprise correspondant au nombre d'unités de travail (UTA), calculé sur base des déclarations multifonctionnelles à la Banque-carrefour de la Sécurité sociale des quatre trimestres précédant l'introduction de la demande.

§ 4. Pour le calcul du total du bilan, il faut entendre le total figurant au bilan afférent au dernier exercice clôturé précédant l'introduction de la demande d'aide et pondéré, sur douze mois lorsque cet exercice couvre une période supérieure à douze mois.

CHAPITRE II. — Le portefeuille intégré d'aides

Art. 4. § 1^{er}. Le montant maximal sur trois années réparti par pilier du portefeuille électronique d'un porteur de projet est le suivant :

- 1° pilier formation : 6.000 euros;
- 2° pilier conseil : 20.000 euros;
- 3° pilier coaching : 15.000 euros.

Le montant cumulé des aides octroyées ne peut cependant excéder le montant de 37.500 euros, sous réserve de la possibilité d'octroi d'un montant complémentaire tel que prévu par l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, du décret du 21 décembre 2016.

§ 2. Le montant maximal des subventions, visées par le règlement de minimis, octroyées par année à une entreprise est de 100.000 euros, ce montant pouvant être réparti en totalité sur les trois piliers du portefeuille électronique.

Art. 5. Le Ministre, le Ministre de l'Énergie et le Ministre de la Formation déterminent, chacun pour ce qui le concerne :

- 1° les types de coûts admissibles pour les piliers du portefeuille électronique du porteur de projet et pour celui de l'entreprise;
- 2° les coûts admissibles identiques qui peuvent être récurrents ou non, ainsi que les délais entre ces mêmes services;
- 3° la durée dans laquelle la prestation de services est réalisée;
- 4° le pourcentage de l'aide pour chaque coût admissible ainsi que les adaptations de ce taux pour :
 - a) une starter, une micro-entreprise, une petite ou une moyenne entreprise;
 - b) une entreprise en trajectoire de croissance;
- 5° les exceptions au taux maximum de quatre-vingt pourcent du montant des coûts admissibles;

6° le montant maximal de la subvention octroyée pour chaque coût admissible ainsi que les adaptations éventuelles de ce montant pour :

- a) une starter, une micro-entreprise, une petite ou une moyenne entreprise;
- b) une entreprise en trajectoire de croissance.

Le Ministre, le Ministre de l'Énergie et le Ministre de la Formation peut en outre préciser, chacun pour ce qui le concerne, la notion de porteur de projet ainsi que les critères d'éligibilité des entreprises.

Art. 6. Seules les entreprises dont l'activité principale à la date d'introduction de la demande d'aide relève des secteurs déterminés par le Ministre, le Ministre de l'Énergie et le Ministre de la Formation sur la base du code NACE-BEL, chacun pour ce qui le concerne, sont éligibles au portefeuille intégré d'aides.

La référence au code NACE-BEL constitue une présomption d'appartenance de l'entreprise ou de son programme d'investissements aux domaines d'activités.

L'entreprise peut établir que le code NACE-BEL qui lui est attribué ne correspond pas à son domaine d'activités ou au programme d'investissements projeté et qu'elle a effectué auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises des démarches en vue de se voir attribuer un ou plusieurs autres codes.

CHAPITRE III. — Labellisation ou agrément des prestataires de services

Art. 7. Le Ministre, le Ministre de l'Énergie et le Ministre de la Formation, chacun pour ce qui le concerne peut dispenser un prestataire de services de la labellisation si un agrément spécifique intégrant les principes du référentiel de qualité visé à l'article 8 est organisé.

Le Ministre, le Ministre de l'Énergie et le Ministre de la Formation, chacun pour ce qui le concerne fixe les conditions et modalités de cet agrément.

Art. 8. Un référentiel de qualité des prestataires de service comportant des éléments généraux d'information et de compétence ainsi que des engagements concrets en matière de qualité de services, notamment en termes d'accessibilité, d'accueil, de traitement de la demande, de gestion de la relation avec les porteurs de projets ou les entreprises est déterminé conjointement par le Ministre, le Ministre de l'Énergie et le Ministre de la Formation sur proposition du centre de référence.

Tout prestataire de services qui souhaite être labellisé s'engage dans une démarche qualité en formulant, conformément au référentiel qualité, ses engagements quant au niveau et à la qualité des services qu'il garantit aux porteurs de projets ou aux entreprises.

Art. 9. § 1^{er}. Le Ministre agréé un centre de référence en qualité d'organisme chargé du contrôle du référentiel de qualité et de l'accompagnement à la labellisation des prestataires de services s'il:

- 1° est constitué sous la forme d'association sans but lucratif dont l'objet est, au moins en partie, la sensibilisation, la formation et l'accompagnement des entreprises à la thématique de la qualité;
- 2° dispose d'un conseil d'administration comprenant des experts en matière de qualité;
- 3° dispose d'une équipe comprenant au moins deux experts en matière de qualité;
- 4° a une expérience d'au moins dix ans dans la sensibilisation, la formation et l'accompagnement des entreprises à la thématique de la qualité;
- 5° s'engage à accomplir les missions dévolues par le présent arrêté et à ne pas être lui-même un prestataire de services dans le cadre du portefeuille d'aides.

§ 2. Le centre de référence agréé:

1° remet un avis à l'Administration sur la demande de labellisation, de renouvellement de labellisation ou de retrait de labellisation des prestataires, le cas échéant, après un avis spécifique dont les modalités sont déterminées par le Ministre, le Ministre de l'Énergie et le Ministre de la Formation, chacun pour ce qui le concerne;

2° assure la connaissance et le respect du référentiel de qualité auprès des prestataires de services;

3° formule des recommandations destinées à permettre d'améliorer la qualité des prestataires de services;

4° organise un programme de sensibilisation et de formation de base et continuée à la thématique de la qualité pour les prestataires de services.

Art. 10. § 1^{er}. La demande d'agrément est adressée par envoi recommandé ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi à la Direction générale opérationnelle Économie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie.

La demande d'agrément est introduite sous la forme d'une déclaration sur l'honneur, dont le modèle est établi par l'Administration, au terme de laquelle le demandeur répond aux conditions visées à l'article 9, § 1^{er}, 1° à 3°.

Cette attestation est complétée par :

1° un exposé de l'expérience du demandeur dans la sensibilisation, la formation et l'accompagnement des entreprises à la thématique de la qualité;

2° la délibération de l'organe compétent du demandeur contenant l'engagement d'accomplir les missions dévolues par le présent arrêté et à ne pas être lui-même un prestataire de services dans le cadre du portefeuille d'aides;

3° une note méthodologique dans laquelle le demandeur précise comment il va concrètement rencontrer les missions qui sont confiées au centre de référence.

Toute modification des données contenues dans la déclaration sur l'honneur est notifiée à l'Administration dans les quinze jours de sa survenance.

§ 2. Le Ministre statue dans les deux mois à dater de l'introduction de la demande. L'agrément est octroyé pour une période indéterminée mais est évalué tous les cinq ans.

Si plusieurs demandes d'agrément sont introduites, elles seront comparées au regard des critères fixés par le présent arrêté, le cas échéant après audition des demandeurs de l'agrément.

En cas de non-respect des conditions fixées par le présent arrêté ou de non-accomplissement des missions dévolues par le présent arrêté, l'agrément peut être retiré.

Art. 11. Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement alloue annuellement au centre de référence les moyens nécessaires à l'exercice de ses missions.

Les moyens couvrent les frais de personnel et les frais de fonctionnement, déduction faite du coût de la labellisation payée par le prestataire de services.

Art. 12. § 1^{er}. Le prestataire de services qui souhaite être labellisé introduit une demande de labellisation auprès du centre de référence selon les modalités fixées conjointement par le Ministre, le Ministre de l'Énergie et le Ministre de la Formation.

La demande de labellisation est au moins accompagnée d'un dossier comportant :

1° une production d'absence de dettes vis-à-vis de la Région wallonne ou une attestation ou un certificat de solvabilité;

2° un diplôme ou des formations pertinentes en corrélation avec les domaines de compétences visés par la labellisation;

3° une description des expériences, comprenant une expérience de 3 ans dans le ou les domaines souhaités et réalisée sur les années précédant directement la demande;

4° une déclaration sur l'honneur signée, attestant de l'exactitude des informations fournies.

Le coût de la labellisation, qui n'excède pas 1.000 euros, est à charge du prestataire de services.

Dans l'estimation du coût de la labellisation, il est également tenu compte de la taille de la structure au travers de laquelle le prestataire de services exerce son activité. Le Centre de référence établit une grille de tarification en tenant compte de ces critères.

La labellisation du prestataire de services est octroyée par l'Administration pour une durée maximum de trois ans.

L'Administration enregistre le prestataire labellisé ou agréé sur la plate-forme Web.

En cas de refus de labellisation, un prestataire de services peut introduire un recours auprès du Ministre, du Ministre de l'Énergie ou du Ministre de la Formation, qui est chargé de statuer dans les deux mois.

§ 2. En cas de non-respect des dispositions fixées par le décret du 21 décembre 2016 ou les arrêtés d'exécution, l'Administration peut, après audition, exclure le prestataire de services du portefeuille électronique pendant une durée déterminée de maximum un an.

Le centre de référence ou l'autorité qui a agréé est informé de la décision.

La réinscription du prestataire de services sur la plate-forme Web dédiée au portefeuille d'aide peut se faire uniquement après l'avis favorable du centre de référence et de l'Administration ou de l'autorité qui a agréé.

Art. 13. Le prestataire de services informe l'autorité qui l'a labellisé ou agréé de tout changement de ses données exposées sur la plate-forme Web dédiée au portefeuille d'aides.

En cas de non-respect des dispositions fixées par le décret du 21 décembre 2016 ou les arrêtés d'exécution ou suite à une exclusion du portefeuille électronique pendant une durée déterminée, l'Administration peut, après audition, retirer la labellisation du prestataire de services et en informe le centre de référence.

L'Administration détermine les modalités du retrait de l'agrément du prestataire de services.

Art. 14. Un prestataire de services labellisé ou agréé ne peut laisser paraître dans sa communication, de quelque manière que ce soit, que sa labellisation ou son agrément constitue une reconnaissance des services qu'il preste.

CHAPITRE IV. — Modalités de traitement des aides

Art. 15. Le porteur de projet, l'entreprise ou, le cas échéant, le prestataire de services au nom et pour le compte du porteur de projet ou de l'entreprise, dépose la demande d'aide via la plate-forme Web dédiée au portefeuille d'aides.

Art. 16. § 1^{er}. Avant toute demande d'aide, le porteur de projet ou l'entreprise sélectionne le prestataire avec lequel la prestation sera réalisée.

Le porteur de projet ou l'entreprise établit ensuite une convention de prestation avec un prestataire de services pour le service sollicité et signe une demande de chèque.

La convention est établie avant le début des prestations visées.

Le prestataire de services vérifie, lors de la signature de la convention, que la demande d'aide est conforme au décret du 21 décembre 2016, au présent arrêté et aux arrêtés d'exécution et, dans les cas visés par le Ministre, le Ministre de l'Énergie ou le Ministre de la Formation, chacun pour ce qui le concerne, transmet le projet de convention à l'Administration concernée pour validation préalable avant son introduction sur la plate-forme Web.

§ 2. La convention visée au paragraphe 1^{er} contient au moins les informations suivantes :

1° les coordonnées du porteur de projet ou de l'entreprise;

2° les coordonnées du prestataire de services agréé ou labellisé;

3° une description détaillée de la prestation de services sollicitée et du planning des prestations;

4° une description de la valeur ajoutée pour l'économie wallonne du projet, notamment en termes de création ou de maintien d'emplois en Région wallonne ou en terme de développement de la production de bien ou de service localisée en Région wallonne ou en terme d'innovation;

5° le coût total de la prestation de services, hors T.V.A.;

6° la signature du prestataire de services ou de son représentant légal;

7° la signature du porteur de projet ou du représentant légal de l'entreprise;

8° la date de conclusion de la convention.

Le Ministre, le Ministre de l'Énergie et le Ministre de la Formation peuvent, chacun pour ce qui les concerne, préciser le contenu minimum de la convention et déterminer les éventuels documents complémentaires à y annexer.

Art. 17. Le porteur de projet, l'entreprise ou, le cas échéant, le prestataire de services au nom et pour le compte du porteur de projet ou de l'entreprise, introduit ensuite sa demande d'aide via la plate-forme Web dédiée au portefeuille d'aides avant le début de l'exécution des services.

La demande d'aide peut être soumise via la plate-forme Web uniquement si le dossier de demande est complet.

Un accusé de réception du dossier validé est envoyé au porteur de projet ou à l'entreprise ainsi qu'au prestataire de services concerné.

Art. 18. L'Administration vérifie la recevabilité de la demande de subvention dans un délai maximum de cinq jours ouvrés à dater de la soumission du dossier.

On entend par jour ouvré tous les jours de la semaine à l'exception du samedi, du dimanche et des jours fériés.

A défaut de réponse dans le délai fixé, le dossier est réputé recevable.

Lorsque le dossier n'est pas recevable, l'Administration suspend la demande d'aide et informe le porteur de projet, l'entreprise et le prestataire de services, ce dernier pouvant compléter sa demande d'aide et la soumettre à un nouvel examen de recevabilité.

Si le dossier n'est pas complété et soumis à un nouvel examen de recevabilité dans un délai d'un mois à dater de la date de suspension, la demande d'aide est définitivement annulée.

L'Administration refuse un dossier si :

1° les prestations couvrent des coûts non admissibles;

2° le porteur de projet ou l'entreprise ne répond pas à la définition qui en est donnée;

3° le prestataire de services sélectionné pour réaliser la prestation de services souhaitée n'est pas labellisé ou agréé pour ce type de service;

4° le montant annuel maximum des subventions octroyées par année ou les montants maximum des subventions, réparti par pilier du portefeuille électronique d'une entreprise, sont atteints;

5° le seuil des aides de minimis est atteint;

6° si le projet n'est pas de nature à apporter une plus-value pour l'économie wallonne.

Art. 19. Si la demande répond aux conditions fixées, le porteur de projet ou l'entreprise et le prestataire de services concerné sont informés électroniquement que l'aide est accordée à la condition que le porteur de projet ou l'entreprise effectue un paiement auprès de l'émetteur, selon les modalités qui lui sont communiquées, sa part pour la couverture des services visés par l'aide, si une telle part est prévue.

Le paiement visé à l'alinéa 1^{er} a lieu au plus tard dans les trente jours de la recevabilité du dossier.

A défaut, la demande de subvention est annulée.

Une fois le paiement reçu, le porteur de projet, l'entreprise et le prestataire de services sont informés du paiement et un chèque électronique équivalent au montant total de l'aide est placé dans le portefeuille électronique du porteur de projet ou de l'entreprise et le prestataire de services est informé.

Le chèque électronique peut couvrir les prestations réalisées à partir de la date de la recevabilité du dossier qui constitue la date de départ du délai dans lequel la prestation doit être réalisée.

Art. 20. § 1^{er}. Le cas échéant, au plus tard un mois avant le terme dans lequel la prestation doit être réalisée, le porteur de projet, l'entreprise et le prestataire de services sont informés électroniquement du délai dans lequel la prestation doit être terminée.

A la fin de la prestation, le prestataire de services transmet, via la plate-forme Web dédiée au portefeuille d'aides sa facture, qui contient :

1° les coordonnées et le numéro de référence du prestataire de services;

2° le montant total de la facture hors T.V.A.;

3° une description détaillée des prestations facturées, avec une distinction, le cas échéant, entre les prestations effectuées dans le cadre de la convention et celles qui sont en dehors de la convention;

4° la date de la facture.

Le prestataire de services joint également à sa facture un rapport d'exécution de la prestation de services dont le contenu est déterminé par le Ministre, le Ministre de l'Energie et le Ministre de la Formation, chacun pour ce qui le concerne.

Si les prestations visées dans la convention ne sont pas effectuées ou partiellement, le prestataire de services en fait mention.

§ 2. Le porteur de projet ou l'entreprise valide la facture et le rapport d'exécution du prestataire de services via la plate-forme Web dédiée au portefeuille d'aides dans les quinze jours.

A défaut, la facture et le rapport d'exécution sont réputés validés.

§ 3. L'Administration vérifie la recevabilité de la demande de paiement dans un délai maximum de quinze jours ouvrés.

A défaut de validation dans le délai fixé, le dossier est réputé recevable.

Lorsque la demande de paiement n'est pas recevable, l'Administration suspend le paiement et informe le porteur de projet, l'entreprise et le prestataire de services, ce dernier pouvant compléter sa demande de paiement et la soumettre à un nouvel examen de recevabilité.

Si le dossier n'est pas complété et soumis à un nouvel examen de recevabilité dans les deux mois à dater de la date de suspension, la demande d'aide est définitivement annulée.

Un rappel est envoyé au porteur de projet, à l'entreprise et au prestataire de services quinze jours avant la fin du délai des deux mois.

Le paiement d'un dossier peut être suspendu si:

1° le porteur de projet, l'entreprise ou le prestataire de services a été exclu du portefeuille électronique pendant la durée de l'exclusion et à la condition qu'ils soient ensuite réintégrés dans le portefeuille;

2° si le porteur de projet, l'entreprise ou le prestataire de services est débiteur de montants exigibles par la Région wallonne, tant que ces montants n'ont pas été payés.

L'Administration refuse le paiement d'un dossier si :

1° les prestations réalisées ne correspondent pas à celles visées dans le dossier de demande, le cas échéant, malgré les informations complémentaires fournies;

2° le porteur de projet, l'entreprise ou le prestataire de services a été exclu du portefeuille électronique et n'est pas réintégré dans le portefeuille;

3° les prestations ont été réalisées au-delà de la durée dans laquelle la prestation de services doit être réalisée;

4° le seuil des aides de minimis est atteint;

5° l'entreprise a délocalisé ou a entamé des démarches en vue de procéder à une délocalisation partielle ou totale de son activité vers l'étranger entraînant une réduction ou cessation d'activités en Région wallonne.

§ 4. Les factures hors T.V.A. sont payées uniquement via le portefeuille électronique.

L'Administration sollicite auprès de l'émetteur le paiement sur le compte bancaire du prestataire de services des chèques électroniques validés.

L'émetteur paie le prestataire de services dans les quinze jours maximum après la validation du paiement par l'Administration.

Art. 21. Si le montant final de la prestation hors T.V.A. est inférieur à celui mentionné dans la convention de prestation visée à l'article 16, le montant du chèque électronique est adapté par l'Administration pour correspondre au montant définitif.

L'émetteur de chèques paie au prestataire de services le montant final et rembourse au porteur de projet ou à l'entreprise le trop-perçu de la quote-part versée initialement dans les quinze jours maximum après la validation du paiement.

Une fois le paiement effectué, le porteur de projet, l'entreprise et le prestataire de services sont informés du paiement.

Art. 22. Sauf exception déterminée par le Ministre, le Ministre de l'Energie ou le Ministre de la Formation, le prestataire de services peut faire appel à des sous-traitants pour la réalisation des prestations visées dans la convention moyennant l'accord de l'Administration et pour un maximum de vingt pourcents de la prestation. Il demeure cependant responsable vis-à-vis du porteur de projet ou de l'entreprise :

1° de l'organisation de la prestation de services;

2° de la communication;

3° de la facturation;

4° de la qualité de la prestation de services et des plaintes éventuelles;

5° du respect du décret du 21 décembre 2016, du présent arrêté et des arrêtés d'exécution.

Art. 23. L'Administration procède à un contrôle ex-post d'un échantillon des dossiers clôturés dans le but de contrôler le respect du décret du 21 décembre 2016 et des arrêtés d'exécution.

L'échantillon des opérations contrôlées devra être tel qu'il tienne compte de la nécessité de contrôler des opérations de nature et d'ampleur suffisamment variées ainsi que des facteurs de risque identifiés.

En cas de non-respect, dans les dossiers contrôlés, des obligations édictées par ou en vertu du décret du 21 décembre 2016 et sans préjudice des dispositions du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'Administration publique wallonnes, l'Administration rapporte tout ou partie de l'aide proportionnellement aux infractions constatées.

Dans ce cas, le prestataire de services, l'entreprise ou le porteur de projet en fonction de l'origine de la faute, rembourse à l'émetteur de chèques, selon les modalités qui lui sont communiquées, la part publique de la subvention.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Section 1^{ère}. — Dispositions modificatives

Art. 24. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites et moyennes entreprises, les articles suivants sont abrogés:

1° l'article 27, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 janvier 2014;

2° les articles 28 et 29;

3° l'article 30, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006;

4° l'article 31, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2008;

5° l'article 32, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006;

6° l'article 33;

7° l'article 34, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 février 2015;

8° l'article 35;

9° les articles 36 et 37, remplacés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2007;

10° l'article 38, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 6 décembre 2007 et 12 décembre 2008;

11° l'article 39, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006.

Art. 25. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015 concernant les aides à l'internationalisation des entreprises, sont abrogés :

- 1° les articles 13 à 16;
- 2° les articles 41 à 49;
- 3° l'article 56;
- 4° l'article 63.

Section 2. — Dispositions abrogatoires

Art. 26. Sont abrogés :

1° l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'octroi d'une prime aux entreprises ayant recours aux services d'un Rentic, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 11 mars 2004 et 9 février 2006;

2° l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'octroi d'une prime aux entreprises qui créent un site e-business, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juin 2006;

3° l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'agrément en gestion de projets e-business, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mars 2004;

4° l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2008 portant exécution du décret du 15 juillet 2008 relatif au soutien à la création d'activités au travers des bourses de préactivité et au soutien à l'innovation des entreprises au moyen des bourses innovation, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 24 mars 2010 et 15 janvier 2015.

Section 3. — Dispositions transitoires

Art. 27. Les sommes non consommées ou récupérées issues des moyens alloués à l'Agence pour l'Entreprise et l'Innovation dans le cadre de la mise en œuvre du décret du 15 juillet 2008 relatif au soutien à la création d'activités au travers des bourses de préactivité et au soutien à l'innovation des entreprises au moyen des bourses innovation peuvent être affectés par l'Agence pour l'Entreprise et l'Innovation, au-delà du 31 décembre 2016, pour couvrir les frais de personnel et de fonctionnement liés à la gestion des aides octroyées à cette date jusqu'à la clôture définitive des dossiers introduits jusqu'au 31 décembre 2016.

Si, à l'issue de cette clôture définitive, une dette à l'égard de la Région wallonne subsiste dans les comptes de l'Agence pour l'Entreprise et l'Innovation, le Gouvernement peut soit solliciter le remboursement de cette dette soit renoncer et affecter ce montant à d'autres actions de l'Agence pour l'Entreprise et l'Innovation qu'il détermine.

Art. 28. Par dérogation à l'article 7, § 2, et pendant une période de deux années maximum, un prestataire de services est dispensé de la labellisation s'il est agréé, même si l'agrément spécifique n'intègre pas encore les principes du référentiel de qualité visé à l'article 8.

Section 4. — Entrée en vigueur

Art. 29. § 1^{er}. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 2017.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, l'article 3 entre en vigueur au plus tard le 30 juin 2018.

Jusqu'à l'entrée en vigueur de l'article 3, l'entreprise atteste de sa qualité de micro, petite ou moyenne entreprise par le biais de la signature d'une déclaration sur l'honneur dont le modèle est arrêté par le Ministre.

§ 3. Dans l'attente de la mise en place du centre de référence et de la procédure de labellisation, l'Administration peut agréer temporairement, jusqu'au 31 décembre 2017, des prestataires de services autres que ceux déjà agréés, certifiés ou reconnus dans le cadre des décrets visés aux articles 32, 34 et 35 du décret du 21 décembre 2016 ou par des organismes publics afin de pouvoir couvrir l'ensemble des services repris dans le portefeuille intégré d'aides.

§ 4. L'article 32 du décret du 21 décembre 2016 produit ses effets au 31 janvier 2017.

Les dossiers introduits avant le 31 décembre 2016 sont analysés et font l'objet d'une décision avant le 31 janvier 2017.

§ 5. L'article 33 du décret du 21 décembre 2016 entre en vigueur au 28 février 2017.

Les dossiers introduits avant le 31 janvier 2017 sont analysés et font l'objet d'une décision avant le 30 avril 2017.

§ 6. L'article 34 du décret du 21 décembre 2016 entre en vigueur au 28 février 2017.

Les dossiers introduits avant le 31 décembre 2016 sont analysés et font l'objet d'une décision avant le 30 juin 2017.

§ 7. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, l'article 25 du présent arrêté entre en vigueur au 30 avril 2017.

§ 8. L'article 35 du décret du 21 décembre 2016 produit ses effets au 31 décembre 2016.

Art. 30. Le Ministre de l'Economie, le Ministre de l'Energie et le Ministre de la Formation sont chargés de l'exécution du présent arrêté, chacun pour ce qui le concerne.

Namur, le 23 février 2017.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,
J.-C. MARCOURT

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et de l'Energie,
C. LACROIX

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
E. TILLIEUX

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/201544]

23. FEBRUAR 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, Artikel 1 § 3 Ziffer 1, 3 und 4, Artikel 2 Absatz 1, Artikel 6 § 1 Absatz 3 und § 2 Absatz 1 und 2 Ziffer 1 und 2, Artikel 7 § 1 Absatz 1 und § 2 Absatz 1 und 3 Ziffer 1 und 2, Artikel 9 § 1 Absatz 1 und § 2, Artikel 10 § 2 Absatz 1 und 2 und § 3 Absatz 1, Artikel 12, Artikel 14 Absatz 1 Ziffer 1, 2, 3, 5 und 6, und Absatz 2, Artikel 37 und Artikel 38 Absatz 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. September 2002 bezüglich der Gewährung einer Prämie an die Unternehmen, die auf die Dienstleistungen eines Rentic zurückgreifen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. September 2002 bezüglich der Gewährung einer Prämie an die Unternehmen, die eine E-Business-Webseite einrichten;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. September 2002 bezüglich der Zulassung für die Führung von E-Business-Projekten;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Juni 2003 zur Ausführung bestimmter Bestimmungen des Dekrets vom 19. Dezember 2002 über die Ausbildungsschecks bei der Existenzschaffung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Oktober 2008 zur Ausführung des Dekrets vom 15. Juli 2008 zur Förderung der Schaffung von Aktivitäten mittels Vorstartbeihilfen und zur Unterstützung der Innovation in Unternehmen mittels Innovationsbörsen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015 über Beihilfen zur Förderung der Internationalisierung der Unternehmen;

Aufgrund der am 24. Oktober 2016 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 27. Oktober 2016 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 23. Februar 2017;

Aufgrund der Stellungnahme des Verwaltungsrats der AWEX vom 16. Dezember 2016, abgegeben in Anwendung von Artikel 9 Absatz 1 des Dekrets vom 2. April 1998 zur Gründung der Wallonischen Agentur für Export und ausländische Investitionen ("Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers");

Aufgrund des am 8. Februar 2017 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Ziffer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 60.839/2;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien, des Ministers für Energie und der Ministerin für Ausbildung;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

Abschnitt 1 — Definitionen

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1° Dekret vom 21. Dezember 2016: das Dekret vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

2° Minister: der Minister für Wirtschaft;

3° Minister für Energie: der Minister, zu dessen Zuständigkeiten die Energiepolitik gehört;

4° Minister für Ausbildung: der Minister, zu dessen Zuständigkeiten die Ausbildung gehört;

5° Verwaltung: die Wallonische Agentur für Export und ausländische Investitionen ("Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers"), die operative Generaldirektion Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder gegebenenfalls die operative Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

6° Inspektion: die von der Regierung oder der Wallonischen Agentur für Export und ausländische Investitionen bestellten Bediensteten, die die Anwendung des Dekrets vom 21. Dezember 2016 und seiner Ausführungserlasse prüfen, und die Einhaltung dieser Bestimmungen überwachen;

7° NACE-BEL-Kode: das vom FÖD Wirtschaft, KMB, Mittelstand und Energie erarbeitete Verzeichnis in Bezug auf die Systematik der Wirtschaftszweige in einem harmonisierten Europäischen Rahmen, so wie durch die Verordnung (EWG) Nr. 3037/90 des Rates vom 9. Oktober 1990 bezüglich der statistischen Systematik der Wirtschaftszweige in der Europäischen Gemeinschaft auferlegt.

Abschnitt 2 — Wachstumspfad eines Unternehmens

Art. 2 - Um die für Unternehmen mit einem Wachstumspfad vorgesehenen Maßnahmen in Anspruch nehmen zu können, genügt das Unternehmen den folgenden Kriterien:

- 1° der Wachstumspfad hat einen strategischen Charakter;
- 2° der Pfad fördert das Wachstum während der Prozesse der Umwandlung, Innovation oder Internationalisierung des Unternehmens;
- 3° der Wachstumspfad hat einen schwer umkehrbaren Charakter;
- 4° der Wachstumspfad hat erhebliche Auswirkungen auf die Prozesse des Unternehmens in seiner Gesamtheit.

Nach Absprache mit dem Minister für Energie und dem Minister für Ausbildung kann der Minister die Kriterien des Wachstumspfades des Unternehmens im Sinne von Absatz 1 genauer bestimmen.

Der Minister bestimmt die Modalitäten für die Prüfung dieser Kriterien.

Abschnitt 3 — Der Unternehmenspass

Art. 3 - § 1 - Jedem Unternehmen, das einen entsprechenden Antrag stellt, wird eine "Unternehmenspass" genannte Bescheinigung über seine Eigenschaft als Kleinst-, kleines oder mittleres Unternehmen ausgehändigt.

Der Minister bestimmt die Modalitäten für das Einreichen des Antrags sowie das Verfahren zur Ausstellung des Unternehmenspasses.

Der Unternehmenspass hat eine Gültigkeitsdauer von einem Jahr.

§ 2 - Die Daten für die Berechnung des Jahresumsatzes, der Bilanzsumme und der Anzahl beschäftigter Personen beruhen auf dem letzten Jahresabschluss, der unter Einhaltung der gesetzlichen Hinterlegungsfrist bei der Belgischen Nationalbank vor dem Datum der Einreichung des Beihilfeantrags hinterlegt worden und über eine zentrale Datenbank abrufbar ist.

Bei der Berechnung des Jahresumsatzes wird der Jahresumsatz des letzten abgeschlossenen Geschäftsjahres vor der Einreichung des Antrags berücksichtigt, der auf zwölf Monate gewichtet wird, wenn dieses Geschäftsjahr mehr als zwölf Monate beträgt.

Für diejenigen Unternehmen, die ihren Jahresabschluss nicht bei der Belgischen Nationalbank hinterlegen, werden die Berechnungsdaten

1° für den Jahresumsatz auf der Grundlage der letzten Erklärung bei den direkten Steuern vor dem Datum der Einreichung des Beihilfeantrags festgelegt;

2° für die Anzahl beschäftigter Personen auf der Grundlage einer Bescheinigung des Landesamtes für soziale Sicherheit festgelegt, in der die Anzahl der im Unternehmen beschäftigten Arbeitnehmer vor dem Datum der Einreichung des Beihilfeantrags angegeben wird.

Wenn es sich um ein neu gegründetes Unternehmen handelt, dessen erster Jahresabschluss und erste Steuererklärung noch nicht aufgestellt worden sind, dann werden die Daten auf der Grundlage eines Finanzplans für das erste Jahr der Aktivität bestimmt.

§ 3 - Zwecks der Berechnung der Beschäftigtenzahl gilt die Zahl (im Jahresdurchschnitt) der im Rahmen eines Arbeitsvertrags in den gesamten Betriebssitzen des Unternehmens beschäftigten Arbeitnehmer, die der Anzahl Arbeitseinheiten (JAE) entspricht, berechnet auf der Grundlage der multifunktionellen Angaben bei der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit im Laufe der vier Quartale von der Einreichung des Antrags.

§ 4 - Zwecks der Berechnung der Bilanzsumme gilt die Gesamtsumme, die in der Bilanz des letzten abgeschlossenen Geschäftsjahres vor der Einreichung des Beihilfeantrags steht und die auf zwölf Monate gewichtet wird, wenn dieses Geschäftsjahr mehr als zwölf Monate beträgt.

KAPITEL II — Das integrierte Beihilfenportfolio

Art. 4 - § 1 - Der über die verschiedenen Pfeiler des elektronischen Portfolios eines Projektträgers verteilte Höchstbetrag über drei Jahre ist der folgende:

- 1° Pfeiler Ausbildung: 6.000 Euro;
- 2° Pfeiler Beratung: 20.000 Euro;
- 3° Pfeiler Coaching: 15.000 Euro.

Der kumulierte Betrag der gewährten Beihilfen darf 37.500 Euro jedoch nicht überschreiten, unter Vorbehalt der Möglichkeit der Gewährung eines ergänzenden Betrags nach Artikel 7 § 1 Absatz 3 des Dekrets vom 21. Dezember 2016.

§ 2 - Der Höchstbetrag der einem Unternehmen jährlich gewährten Subventionen im Rahmen der De-minimis-Verordnung beläuft sich auf 100.000 Euro, wobei die Gesamtheit dieses Betrags auf die drei Pfeiler des elektronischen Portfolios verteilt werden kann.

Art. 5 - Der Minister, der Minister für Energie und der Minister für Ausbildung bestimmen in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich:

1° die Arten der zulässigen Kosten für die Pfeiler des elektronischen Portfolios des Projektträgers und des Unternehmens;

2° die gleichen, wiederkehrenden oder nicht wiederkehrenden, zulässigen Kosten, sowie die Fristen zwischen diesen gleichen Dienstleistungen;

3° die Frist, innerhalb deren die Dienstleistung erbracht wird;

4° den Prozentsatz der Beihilfe für alle zulässigen Kosten, sowie die Anpassungen dieses Satzes für:

- a) ein Starterunternehmen, ein Kleinstunternehmen, ein kleines oder ein mittleres Unternehmen;
- b) ein Unternehmen auf Wachstumspfad;

5° die Ausnahmen zu dem Höchstsatz von achtzig Prozent des Betrags der zulässigen Kosten;

6° den Höchstbetrag der gewährten Subvention für alle zulässigen Kosten sowie die eventuellen Anpassungen dieses Betrags für:

- a) ein Starterunternehmen, ein Kleinunternehmen, ein kleines oder ein mittleres Unternehmen;
- b) ein Unternehmen auf Wachstumspfad.

Der Minister, der Minister für Energie und der Minister für Ausbildung können in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich außerdem den Begriff des Projektträgers sowie die Kriterien für die Beihilfefähigkeit der Unternehmen bestimmen.

Art. 6 - Nur diejenigen Unternehmen, deren Hauptaktivität am Datum der Einreichung des Beihilfeantrags Bereiche betrifft, die vom Minister, vom Minister für Energie und vom Minister für Ausbildung in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich aufgrund des NACE-BEL-Kodes festgelegt worden sind, sind im Rahmen des integrierten Beihilfenportfolios beihilfefähig.

Die Bezugnahme auf den NACE-BEL-Kode lässt vermuten, dass das Unternehmen oder dessen Investitionsprogramm den betroffenen Tätigkeitsbereichen angehört.

Das Unternehmen kann jedoch feststellen, dass die ihm zugeteilte Nummer des NACE-BEL-Kodes seinem Tätigkeitsbereich oder dem geplanten Investitionsprogramm nicht entspricht, und angeben, dass es bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen die notwendigen Schritte unternommen hat, um eine oder mehrere andere Kodenummern zu erhalten.

KAPITEL III — Zertifizierung oder Zulassung der Diensteanbieter

Art. 7 - Der Minister, der Minister für Energie und der Minister für Ausbildung können in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich einen Diensteanbieter von der Zertifizierung befreien, wenn eine spezifische Zulassung organisiert wird, die den Grundsätzen der Qualitätsanforderungen nach Artikel 8 Rechnung trägt.

Der Minister, der Minister für Energie und der Minister für Ausbildung bestimmen in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich die Bedingungen und Modalitäten für diese Zulassung.

Art. 8 - Die Qualitätsanforderungen an die Diensteanbieter werden gemeinsam vom Minister, vom Minister für Energie und vom Minister für Ausbildung bestimmt; sie umfassen allgemeine Informationen und Angaben zum Nachweis der Kompetenz, sowie konkrete Verpflichtungen in Sachen Qualität der Dienstleistung, insbesondere hinsichtlich der Zugänglichkeit, der Aufnahme, der Behandlung der Anfrage, der Beziehung mit den Projektträgern oder den Unternehmen.

Jeder Diensteanbieter, der zertifiziert werden möchte, setzt sich für Qualität ein, indem er in Übereinstimmung mit den Qualitätsanforderungen seine Verpflichtungen hinsichtlich des Niveaus und der Qualität der gegenüber den Projektträgern oder Unternehmen garantierten Dienstleistungen angibt.

Art. 9 - § 1 - Der Minister gewährt einem Referenzzentrum die Zulassung als Organ, das mit der Prüfung der Qualitätsanforderungen und mit der Betreuung der Diensteanbieter zwecks ihrer Zertifizierung beauftragt wird, unter der Voraussetzung, dass dieses Zentrum

- 1° die Form einer Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht hat, deren Gesellschaftszweck zumindest teilweise in der Sensibilisierung, Ausbildung und Betreuung der Unternehmen für das Themenfeld "Qualität" besteht;
- 2° über einen Verwaltungsrat mit Mitgliedern, die Sachverständige im Bereich Qualität sind, verfügt;
- 3° über ein Team mit mindestens zwei Sachverständigen im Bereich Qualität verfügt;
- 4° eine Erfahrung von mindestens zehn Jahren in der Sensibilisierung, Ausbildung und Betreuung der Unternehmen für das Themenfeld "Qualität" hat;
- 5° sich dazu verpflichtet, die sich aus vorliegendem Erlass ergebenden Aufgaben zu erfüllen, und selbst nicht ein Diensteanbieter im Rahmen des Beihilfenportfolios sein.

§ 2 - Das zugelassene Referenzzentrum:

1° übermittelt der Verwaltung eine Stellungnahme über den Antrag auf Zertifizierung, Erneuerung der Zertifizierung oder Entzug der Zertifizierung der Diensteanbieter, gegebenenfalls nach einer spezifischen Stellungnahme, deren Modalitäten vom Minister, vom Minister für Energie und vom Minister für Ausbildung in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich bestimmt werden;

2° gewährleistet die Kenntnis und Beachtung der Qualitätsanforderungen bei den Diensteanbietern;

3° gibt Empfehlungen zur Verbesserung der Qualität der Diensteanbieter;

4° organisiert ein Programm für die Sensibilisierung und Grund- und Weiterbildung der Diensteanbieter im Bereich der Qualität.

Art. 10 - § 1 - Der Zulassungsantrag wird per Einschreiben oder durch jedes andere Mittel, das der Sendung ein sicheres Datum verleiht, an die operative Generaldirektion Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie gerichtet.

Der Zulassungsantrag wird in der Form einer ehrenwörtlichen Erklärung eingereicht, deren Muster durch die Verwaltung erstellt wird, nach welcher der Antragsteller den Bedingungen nach Artikel 9 § 1 Ziffer 1 bis 3 genügt.

Diese Erklärung wird durch folgende Dokumente ergänzt:

1° eine Darstellung der Erfahrung des Antragstellers in der Sensibilisierung, Ausbildung und Betreuung der Unternehmen für das Themenfeld "Qualität";

2° die Beschlussfassung des befugten Organs des Antragstellers, die die Verpflichtung enthält, die sich aus vorliegendem Erlass ergebenden Aufgaben zu erfüllen, und selbst nicht ein Diensteanbieter im Rahmen des Beihilfenportfolios zu sein;

3° eine Methodenbeschreibung, in der der Antragsteller angibt, wie er den Aufgaben, die dem Referenzzentrum anvertraut werden, konkret gerecht werden wird.

Jede Änderung der in der ehrenwörtlichen Erklärung enthaltenen Daten wird der Verwaltung binnen fünfzehn Tagen nach ihrem Auftreten mitgeteilt.

§ 2 - Der Minister fasst seinen Beschluss innerhalb von zwei Monaten nach dem Einreichen des Antrags. Die Zulassung wird für einen unbestimmten Zeitraum gewährt, ist jedoch alle fünf Jahre Gegenstand einer Bewertung.

Wenn mehrere Zulassungsanträge eingereicht werden, werden sie angesichts der in vorliegendem Erlass festgelegten Kriterien verglichen, gegebenenfalls nach Anhörung der Antragsteller.

Wenn die in vorliegendem Erlass festgelegten Bedingungen nicht eingehalten oder die nach vorliegendem Erlass anvertrauten Aufgaben nicht erfüllt werden, kann die Zulassung entzogen werden.

Art. 11 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel gewährt die Regierung jährlich dem Referenzzentrum die zur Ausübung seiner Aufgaben notwendigen Mittel.

Die Mittel decken die Personal- und Betriebskosten, unter Abzug der Kosten für die Zertifizierung, die vom Diensteanbieter gezahlt werden.

Art. 12 - § 1 - Der Diensteanbieter, der die Zertifizierung beantragt, reicht einen Zertifizierungsantrag bei dem Referenzzentrum ein, unter Einhaltung der gemeinsam durch den Minister, den Minister für Energie und den Minister für Ausbildung festgelegten Modalitäten.

Dem Antrag auf Zertifizierung wird eine Akte, die mindestens folgende Dokumente enthält, beigefügt:

1° eine Bescheinigung, dass der Diensteanbieter gegenüber der Wallonischen Region keine Schulden hat, oder ein Solvabilitätszeugnis oder eine Solvabilitätsbescheinigung;

2° ein Diplom oder relevante Ausbildungszeugnisse in Zusammenhang mit den durch die Zertifizierung betroffenen Zuständigkeitsbereichen;

3° eine Beschreibung der Erfahrungen, einschließlich einer Erfahrung von 3 Jahren in dem bzw. den erwünschten Bereichen, die in den Jahren direkt vor dem Antrag gesammelt wurde;

4° eine unterzeichnete ehrenwörtliche Erklärung, die die Genauigkeit der mitgeteilten Angaben bescheinigt.

Die Kosten für die Zertifizierung, die nicht mehr als 1.000 Euro betragen, gehen zu Lasten des Diensteanbieters.

Bei der Veranschlagung der Kosten für die Zertifizierung wird ebenfalls die Größe der Struktur berücksichtigt, mittels deren der Diensteanbieter seine Aktivität ausübt. Das Referenzzentrum erstellt eine Tariftablelle unter Berücksichtigung dieser Kriterien.

Die Verwaltung gewährt dem Diensteanbieter die Zertifizierung für eine Höchstdauer von drei Jahren.

Die Verwaltung trägt den zertifizierten oder zugelassenen Diensteanbieter auf ihrer Internetplattform ein.

Wird die Zertifizierung verweigert, so kann der betreffende Diensteanbieter bei dem Minister, dem Minister für Energie oder dem Minister für Ausbildung, der seinen Beschluss binnen zwei Monaten fassen muss, eine Beschwerde einreichen.

§ 2 - Wenn die im Dekret vom 21. Dezember 2016 oder in den Ausführungserlassen festgelegten Bestimmungen nicht beachtet werden, kann die Verwaltung den Diensteanbieter, nach dessen Anhörung, für einen bestimmten Zeitraum von höchstens einem Jahr vom elektronischen Portfolio ausschließen.

Das Referenzzentrum oder die Behörde, die die Zulassung ausgestellt hat, wird über diesen Beschluss informiert.

Die Wiedereintragung des Diensteanbieters auf der dem Beihilfenportfolio gewidmeten Internetplattform kann nur nach einer günstigen Stellungnahme des Referenzzentrums und der Verwaltung oder der Behörde, die die Zulassung ausgestellt hat, erfolgen.

Art. 13 - Der Diensteanbieter informiert die Behörde, die ihn zertifiziert oder zugelassen hat, über jede Änderung seiner auf der dem Beihilfenportfolio gewidmeten Internetplattform veröffentlichten Angaben.

Wenn die im Dekret vom 21. Dezember 2016 oder in den Ausführungserlassen festgelegten Bestimmungen nicht beachtet werden oder wenn der Diensteanbieter während eines bestimmten Zeitraums vom Beihilfenportfolio ausgeschlossen ist, kann die Verwaltung dem Diensteanbieter, nach dessen Anhörung, die Zertifizierung entziehen, wobei sie das Referenzzentrum darüber informiert.

Die Verwaltung bestimmt die Modalitäten für den Entzug der Zulassung des Diensteanbieters.

Art. 14 - In seiner Kommunikation kann ein Diensteanbieter auf keinerlei Weise durchscheinen lassen, dass seine Zertifizierung oder seine Zulassung eine Anerkennung der von ihm geleisteten Dienste darstellt.

KAPITEL IV — Modalitäten für die Bearbeitung der Beihilfen

Art. 15 - Der Projektträger, das Unternehmen oder ggf. der Diensteanbieter, im Namen und für Rechnung des Projektträgers oder des Unternehmens, hinterlegt den Beihilfeantrag über die dem Beihilfenportfolio gewidmete Internetplattform.

Art. 16 - § 1 - Vor jedem Beihilfeantrag wählt der Projektträger oder das Unternehmen den Diensteanbieter aus, mit dem die Leistung erbracht sein wird.

Der Projektträger oder das Unternehmen erstellt anschließend eine Leistungsvereinbarung mit einem Diensteanbieter für die beantragte Leistung, und unterzeichnet eine Scheck-Anforderung.

Die Vereinbarung wird vor dem Anfang der betreffenden Leistungen erstellt.

Bei der Unterzeichnung der Vereinbarung prüft der Diensteanbieter, ob der Beihilfeantrag den Bestimmungen des Dekrets vom 21. Dezember 2016, des vorliegenden Erlasses und der Ausführungserlasse genügt; in den vom Minister, vom Minister für Energie oder vom Minister für Ausbildung in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich bestimmten Fällen übermittelt der Diensteanbieter den Entwurf der Vereinbarung der betroffenen Verwaltung, damit Letztere sie vor ihrer Eintragung auf der Internetplattform validieren kann.

§ 2 - Die Vereinbarung nach Paragraph 1 enthält mindestens die folgenden Angaben:

1° die Kontaktdaten des Projektträgers oder des Unternehmens;

2° die Kontaktdaten des zugelassenen oder zertifizierten Diensteanbieters;

3° eine ausführliche Beschreibung der beantragten Dienstleistung und die entsprechende Planung;

4° eine Beschreibung des Mehrwerts des Projekts für die wallonische Wirtschaft, insbesondere im Bereich der Schaffung oder Aufrechterhaltung von Arbeitsplätzen in der Wallonischen Region oder im Bereich der Entwicklung der Produktion von Waren und Dienstleistungen in der Wallonischen Region, oder aber in Sachen Innovation;

- 5° die Gesamtkosten der Dienstleistung außer MWSt;
- 6° die Unterschrift des Diensteanbieters oder seines gesetzlichen Vertreters;
- 7° die Unterschrift des Projektträgers oder des gesetzlichen Vertreters des Unternehmens;
- 8° das Datum, an dem die Vereinbarung abgeschlossen wird.

Der Minister, der Minister für Energie und der Minister für Ausbildung können in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich den Mindestinhalt der Vereinbarung näher bestimmen und die eventuellen Dokumente festlegen, die ihr beizufügen sind.

Art. 17 - Der Projektträger, das Unternehmen oder ggf. der Diensteanbieter, im Namen und für Rechnung des Projektträgers oder des Unternehmens, reicht anschließend, vor dem Beginn der Erbringung der Dienstleistungen, seinen Beihilfeantrag über die dem Beihilfenportfolio gewidmete Internetplattform ein.

Der Beihilfeantrag kann nur dann über die Internetplattform unterbreitet werden, wenn die Beihilfeakte vollständig ist.

Dem Projektträger oder dem Unternehmen sowie dem betreffenden Diensteanbieter wird eine validierte Empfangsbestätigung der Akte zugesandt.

Art. 18 - Die Verwaltung prüft die Zulässigkeit des Subventionsantrags innerhalb einer Frist von höchstens fünf Arbeitstagen ab der Hinterlegung der Akte.

Unter Arbeitstag versteht man alle Wochentage, außer den Samstagen, Sonntagen und den gesetzlichen Feiertagen.

In Ermangelung einer Antwort innerhalb der festgelegten Frist gilt die Akte als zulässig.

Wenn die Akte nicht zulässig ist, setzt die Verwaltung den Beihilfeantrag aus und informiert den Projektträger, das Unternehmen und den Diensteanbieter; Letzterer kann seinen Beihilfeantrag ergänzen und einer neuen Zulässigkeitsprüfung unterbreiten.

Wenn die Akte innerhalb eines Monats ab dem Datum der Aussetzung nicht ergänzt und einer neuen Zulässigkeitsprüfung unterbreitet wird, wird der Beihilfeantrag endgültig annulliert.

Die Verwaltung lehnt eine Akte ab, wenn

- 1° die Leistungen nicht förderfähige Kosten decken;
- 2° der Projektträger oder das Unternehmen nicht der ihnen gegebenen Definition genügen;
- 3° der für die Erbringung der erwünschten Dienstleistung ausgewählte Diensteanbieter für diese Art Leistung nicht zertifiziert oder zugelassen ist;
- 4° der Höchstbetrag der jährlich gewährten Subventionen oder der Höchstbetrag der Subventionen nach Pfeiler des elektronischen Portfolios eines Unternehmens erreicht ist;
- 5° der Schwellenwert der De-minimis-Beihilfen erreicht ist;
- 6° das Projekt für die Wallonische Wirtschaft keinen Mehrwert ergibt.

Art. 19 - Wenn der Antrag den festgelegten Bedingungen genügt, werden der Projektträger oder das Unternehmen und der betroffene Diensteanbieter elektronisch darüber informiert, dass die Beihilfe gewährt wird, unter der Bedingung, dass der Projektträger oder das Unternehmen nach ihm mitgeteilten Modalitäten bei dem Aussteller eine Zahlung vornimmt, die seinen Anteil für die Deckung der von der Beihilfe betroffenen Dienstleistungen darstellt, wenn ein solcher Anteil vorgesehen ist.

Die Zahlung nach Absatz 1 findet spätestens binnen dreißig Tagen nach der Mitteilung der Zulässigkeit der Akte statt.

Findet keine Zahlung statt, so wird der Antrag auf Subvention aufgehoben.

Nachdem die Zahlung eingegangen ist, werden der Projektträger, das Unternehmen und der Diensteanbieter über die Zahlung informiert und ein elektronischer Scheck für einen mit dem Gesamtbetrag der Beihilfe gleichwertigen Betrag wird dem elektronischen Portfolio des Projektträgers oder des Unternehmens überwiesen und der Diensteanbieter wird darüber informiert.

Der elektronische Scheck kann die Leistungen decken, die ab dem Datum der Zulässigkeit der Akte erbracht worden sind; dieses Datum stellt das Anfangsdatum der Frist dar, innerhalb deren die Leistung stattfinden muss.

Art. 20 - § 1 - Gegebenenfalls werden der Projektträger, das Unternehmen und der Diensteanbieter spätestens einen Monat vor dem Ablauf der Frist, innerhalb deren die Leistung stattfinden muss, elektronisch über die Frist informiert, innerhalb deren die Leistung zu Ende gebracht werden muss.

Am Ende der Leistung übermittelt der Diensteanbieter seine Rechnung über die dem Beihilfenportfolio gewidmete Internetplattform; diese Rechnung führt das Folgende an:

- 1° die Kontaktdaten und die Rechnungsnummer des Diensteanbieters;
- 2° den Gesamtbetrag der Rechnung (excl. MWSt.);
- 3° eine ausführliche Beschreibung der in Rechnung gestellten Leistungen, ggf. mit einer Unterscheidung zwischen den im Rahmen der Vereinbarung und den außerhalb dieses Rahmens erbrachten Leistungen;
- 4° das Rechnungsdatum.

Der Diensteanbieter fügt seiner Rechnung ebenfalls einen Bericht über die Erbringung der Dienstleistung bei, dessen Inhalt vom Minister, vom Minister für Energie und vom Minister für Ausbildung in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich festgelegt wird.

Wenn in der Vereinbarung genannte Leistungen nicht oder nur teilweise erbracht werden, teilt der Diensteanbieter dies mit.

§ 2 - Der Projektträger oder das Unternehmen validiert die Rechnung und den Bericht des Diensteanbieters über die Erbringung der Dienstleistung über die dem Beihilfenportfolio gewidmete Internetplattform innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen.

In Ermangelung dieser Validierung gelten die Rechnung und der Bericht als validiert.

§ 3 - Die Verwaltung prüft die Zulässigkeit des Zahlungsantrags innerhalb einer Höchstfrist von fünfzehn Arbeitstagen.

In Ermangelung einer Validierung innerhalb der festgelegten Frist gilt die Akte als zulässig.

Wenn der Zahlungsantrag nicht zulässig ist, setzt die Verwaltung die Zahlung aus und informiert den Projektträger, das Unternehmen und den Diensteanbieter; Letzterer kann seinen Zahlungsantrag ergänzen und einer neuen Zulässigkeitsprüfung unterbreiten.

Wenn die Akte innerhalb einer Frist von zwei Monaten ab dem Datum der Aussetzung nicht ergänzt und einer neuen Zulässigkeitsprüfung unterbreitet wird, wird der Beihilfeantrag endgültig annulliert.

Fünfzehn Tage vor dem Ablauf der zweimonatigen Frist wird dem Projektträger, dem Unternehmen und dem Diensteanbieter ein Erinnerungsschreiben zugeschickt.

Die Zahlung einer Akte kann ausgesetzt werden,

1° während der Dauer des Ausschlusses, wenn der Projektträger, das Unternehmen oder der Diensteanbieter vom elektronischen Portfolio ausgeschlossen worden ist, unter der Bedingung, dass sie danach wieder in das Portfolio aufgenommen werden;

2° wenn der Projektträger, das Unternehmen oder der Diensteanbieter der Wallonischen Region Beträge schuldet, solange diese nicht gezahlt worden sind.

Die Verwaltung verweigert die Zahlung einer Akte, wenn

1° die erbrachten Leistungen nicht denjenigen der Antragsakte entsprechen, dies gegebenenfalls trotz der mitgeteilten ergänzenden Auskünfte;

2° der Projektträger, das Unternehmen oder der Diensteanbieter vom elektronischen Portfolio ausgeschlossen worden und nicht wieder in das Portfolio aufgenommen worden ist;

3° die Leistung über die Frist hinaus, innerhalb deren die Dienstleistung zu erbringen war, erbracht worden ist;

4° der Schwellenwert der De-minimis-Beihilfen erreicht ist;

5° das Unternehmen seine Aktivität ganz oder teilweise ins Ausland verlagert hat, oder zu diesem Zweck Schritte eingeleitet hat, wodurch seine Aktivitäten in der Wallonischen Region abgebaut oder eingestellt werden.

§ 4 - Die Rechnungen excl. MWSt. werden nur mittels des elektronischen Portfolios gezahlt.

Die Verwaltung beantragt bei dem Aussteller die Zahlung der validierten elektronischen Schecks auf das Bankkonto des Diensteanbieters.

Der Aussteller bezahlt den Diensteanbieter innerhalb einer Frist von höchstens fünfzehn Tagen nach der Validierung der Zahlung durch die Verwaltung.

Art. 21 - Wenn der Endbetrag der Leistung excl. MWSt. den in der Leistungsvereinbarung nach Artikel 16 angegebenen Endbetrag unterschreitet, passt die Verwaltung den Betrag des elektronischen Schecks an, um dem endgültigen Betrag zu entsprechen.

Der Scheckaussteller zahlt dem Diensteanbieter den Endbetrag und erstattet dem Projektträger oder dem Unternehmer den zu viel gezahlten Betrag des ursprünglich überwiesenen Anteils binnen höchstens fünfzehn Tagen nach der Validierung der Zahlung zurück.

Nachdem die Zahlung stattgefunden hat, werden der Projektträger, das Unternehmen und der Diensteanbieter über die Zahlung informiert.

Art. 22 - Außer bei Ausnahmefällen, die vom Minister, vom Minister für Energie oder vom Minister für Ausbildung bestimmt werden, kann der Diensteanbieter auf Subunternehmer zurückgreifen, um die in der Vereinbarung angegebenen Leistungen zu erbringen, unter der Voraussetzung, dass die Verwaltung zustimmt, und dies nicht mehr als zwanzig Prozent der Leistung betrifft. Gegenüber dem Projektträger oder dem Unternehmen bleibt der Diensteanbieter jedoch verantwortlich für:

1° die Organisation der Dienstleistungserbringung;

2° die Kommunikation;

3° die Rechnungsstellung;

4° die Qualität der Dienstleistung und die eventuellen Klagen;

5° die Einhaltung der Bestimmungen des Dekrets vom 21. Dezember 2016, des vorliegenden Erlasses und der Ausführungserlasse.

Art. 23 - Die Verwaltung nimmt eine Ex-post-Kontrolle einer Stichprobe von abgeschlossenen Akten vor, um die Einhaltung der Bestimmungen des Dekrets vom 21. Dezember 2016 und der Ausführungserlasse zu kontrollieren.

Die Stichprobe der kontrollierten Geschäfte muss derart sein, dass sie der Notwendigkeit der Kontrolle einer ausreichenden Vielfalt von Geschäften unterschiedlicher Art und Größe sowie identifizierten Risikofaktoren Rechnung trägt.

Bei Nichtbeachtung in den kontrollierten Akten der sich aus oder kraft des vorliegenden Dekrets ergebenden Pflichten und unbeschadet der Bestimmungen des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten passt die Verwaltung einen Teil oder die Gesamtheit der Beihilfen aufgrund der festgestellten Verstöße verhältnismäßig an.

In diesem Fall erstattet der Diensteanbieter, das Unternehmen oder der Projektträger, je nachdem, bei wem die Ursache des Verstoßes liegt, dem Scheckaussteller den öffentlichen Anteil der Subvention unter Einhaltung der ihm mitgeteilten Modalitäten.

KAPITEL V — *Schlussbestimmungen**Abschnitt 1 — Abändernde Bestimmungen*

Art. 24 - In dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe werden die folgenden Artikel aufgehoben:

- 1° Artikel 27, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. Januar 2014;
- 2° Artikel 28 und 29;
- 3° Artikel 30, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006;
- 4° Artikel 31, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Dezember 2008;
- 5° Artikel 32, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006;
- 6° Artikel 33;
- 7° Artikel 34, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. Februar 2015;
- 8° Artikel 35;
- 9° Artikel 36 und 37, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2007;
- 10° Artikel 38, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2007 und 12. Dezember 2008;
- 11° Artikel 39, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006.

Art. 25 - In dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015 über Beihilfen zur Förderung der Internationalisierung der Unternehmen werden folgende Artikel aufgehoben:

- 1° Artikel 13 bis 16;
- 2° Artikel 41 bis 49;
- 3° Artikel 56;
- 4° Artikel 63.

Abschnitt 2 — Aufhebende Bestimmungen

Art. 26 - Folgende Bestimmungen werden aufgehoben:

1° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. September 2002 bezüglich der Gewährung einer Prämie an die Unternehmen, die auf die Dienstleistungen eines Rentic zurückgreifen, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 11. März 2004 und 9. Februar 2006;

2° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. September 2002 bezüglich der Gewährung einer Prämie an die Unternehmen, die eine E-Business-Webseite einrichten, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Juni 2006;

3° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. September 2002 bezüglich der Zulassung für die Führung von E-Business - Projekten, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. März 2004;

4° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Oktober 2008 zur Ausführung des Dekrets vom 15. Juli 2008 zur Förderung der Schaffung von Aktivitäten mittels Vorstartbeihilfen und zur Unterstützung der Innovation in Unternehmen mittels Innovationsbörsen, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 24. März 2010 und 15. Januar 2015.

Abschnitt 3 — Übergangsbestimmungen

Art. 27 - Die nicht verbrauchten oder beigetriebenen Beträge, die von den Mitteln stammen, die der Agentur für Unternehmen und Innovation ("Agence pour l'Entreprise et l'Innovation") im Rahmen der Umsetzung des Dekrets vom 15. Juli 2008 zur Förderung der Schaffung von Aktivitäten mittels Vorstartbeihilfen und zur Unterstützung der Innovation in Unternehmen mittels Innovationsbörsen gewährt worden waren, können von der Agentur für Unternehmen und Innovation nach dem 31. Dezember 2016 benutzt werden, um Personal- und Betriebskosten zu decken, die sich auf die Verwaltung der zu diesem Datum gewährten Beihilfen bis zum endgültigen Abschluss der bis zum 31. Dezember 2016 eingereichten Akten beziehen.

Wenn nach diesem endgültigen Abschluss in den Konten der Agentur für Unternehmen und Innovation noch eine Schuld gegenüber der Wallonischen Region besteht, kann die Regierung entweder die Rückzahlung dieser Schuld fordern, oder darauf verzichten und diesen Betrag anderen Maßnahmen der Agentur für Unternehmen und Innovation widmen, die sie bestimmt.

Art. 28 - In Abweichung von Artikel 7 § 2 wird ein Diensteanbieter während eines Zeitraums von höchstens zwei Jahren von der Zertifizierung befreit, wenn er zugelassen ist, dies auch wenn die Grundsätze der Qualitätsanforderungen nach Artikel 8 noch nicht in der spezifischen Zulassung aufgenommen sind.

Abschnitt 4 — Inkrafttreten

Art. 29 - § 1 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. März 2017 in Kraft.

§ 2 - Abweichend von Paragraph 1 tritt Artikel 3 spätestens am 30. Juni 2018 in Kraft.

Bis zum Inkrafttreten von Artikel 3 weist das Unternehmen nach, dass es ein Kleinst-, kleines oder mittleres Unternehmen ist, indem es eine ehrenwörtliche Erklärung, deren Muster vom Minister festgelegt wird, unterzeichnet.

§ 3 - In Erwartung der Einsetzung des Referenzzentrums und der Einführung des Zertifizierungsverfahrens kann die Verwaltung weitere Diensteanbieter als diejenigen, die im Rahmen der Dekrete, die in den Artikeln 32, 34 und 35 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 genannt sind, oder durch öffentliche Einrichtungen bereits zugelassenen, zertifiziert oder anerkannt sind bis zum 31. Dezember 2017 zeitweilig zulassen, um die gesamten Dienstleistungen, die im integrierten Beihilfenportfolio aufgenommen sind, zu decken.

§ 4 - Artikel 32 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 wird am 31. Januar 2017 wirksam.

Die vor dem 31. Dezember 2016 eingereichten Akten werden geprüft und sind vor dem 31. Januar 2017 Gegenstand einer Entscheidung.

§ 5 - Artikel 33 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 tritt am 28. Februar 2017 in Kraft.

Die vor dem 31. Januar 2017 eingereichten Akten werden geprüft und sind vor dem 30. April 2017 Gegenstand einer Entscheidung.

§ 6 - Artikel 34 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 tritt am 28. Februar 2017 in Kraft.

Die vor dem 31. Dezember 2016 eingereichten Akten werden geprüft und sind vor dem 30. Juni 2017 Gegenstand einer Entscheidung.

§ 7 - Abweichend von Paragraf 1 tritt Artikel 25 des vorliegenden Erlasses am 30. April 2017 in Kraft.

§ 8 - Artikel 35 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 wird am 31. Dezember 2016 wirksam.

Art. 30 - Der Minister, der Minister für Energie und der Minister für Ausbildung werden in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. Februar 2017

Der Ministerpräsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst, die administrative Vereinfachung und die Energie

C. LACROIX

Die Ministerin für Beschäftigung und Ausbildung

E. TILLIEUX

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/201544]

23 FEBRUARI 2017. — Besluit van de Waalse Regering houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, de artikelen 1, § 3, 1^o, 3^o en 4^o, 2, eerste lid, 6, § 1, derde lid, en § 2, lid 1 en 2, 1^o en 2^o, 7, § 1^{er}, eerste lid, en § 2, lid 1 en 3, 1^o en 2^o, 9, § 1, eerste lid 1, en § 2, 10, § 2, lid 1 en 2, en § 3, eerste lid, 11, 12, 14, leden 1, 1^o, 2^o, 3^o, 5^o en 6^o, en 2, 37 en 38, tweede lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 betreffende de toekenning van een premie aan de ondernemingen die een beroep doen op een Rentic;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 betreffende de toekenning van een premie aan de ondernemingen die een website voor e-business openen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 april 2002 betreffende de erkenning voor het beheer van e-businessprojecten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 juni 2003 houdende uitvoering van sommige bepalingen van het decreet van 19 december 2002 betreffende de cheques voor het volgen van een opleiding met het oog op het opstarten van een onderneming;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 oktober 2008 tot uitvoering van het decreet van 15 juli 2008 betreffende de steunverlening voor het scheppen van activiteit via pre-startpremies en de steunverlening aan ondernemingen door middel van innovatiepremies;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015 betreffende de steun voor internationalisering van de ondernemingen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 24 oktober 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 27 oktober 2016;

Gelet op het verslag van 23 februari 2017 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van het "AWEX" van 16 december 2016, gegeven overeenkomstig artikel 9, eerste lid, van het decreet van 2 april 1998 houdende oprichting van het "Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers" (Waals Exportagentschap voor uitvoer en Buitenlandse Investerings);

Gelet op advies nr. 60.839/2 van de Raad van State, gegeven op 8 februari 2017, overeenkomstig artikel 84, § 1, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Economie, Innovatie en Digitale Technologieën, de Minister van Energie en de Minister van Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Afdeling 1. — Begripsomschrijvingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° het decreet van 21 december 2016 : het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille;

2° de Minister : de Minister van Economie;

3° de Minister van Energie : de Minister bevoegd voor Energie;

4° de Minister van Vorming : de Minister bevoegd voor Vorming;

5° de Administratie : het "Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers" (Waals Exportagentschap voor uitvoer en Buitenlandse Investerings), het Operationele directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst of, in voorkomend geval; het Operationele Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Patrimonium en Energie van de Waalse Overheidsdienst;

6° de Inspectie : de personeelsleden aangewezen door de Regering of door het "Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers" die de toepassing van het decreet van 21 december 2016 en van de besluiten genomen ter uitvoering van het decreet controleren, en die toezicht houden op de naleving ervan;

7° de "NACE-BEL-code" : de nomenclatuur van de economische activiteiten opgesteld door de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie in een geharmoniseerd Europees kader, opgelegd bij verordening (EEG) nr. 3037/90 van 9 oktober 1990 van de Raad betreffende de statistieke nomenclatuur van de economische activiteiten in de Europese Gemeenschap.

Afdeling 2. — Groeitraject van een onderneming

Art. 2. Om in aanmerking te komen voor de maatregelen voorzien voor de ondernemingen die een groeitraject hebben, moet de onderneming aan de volgende criteria voldoen :

1° het groeitraject heeft een strategisch karakter;

2° het traject steunt de groei tijdens de processen voor de verandering, de innovatie of de internationalisering van de onderneming;

3° het groeitraject heeft een moeilijk omkeerbaar karakter;

4° het groeitraject heeft een belangrijke impact op de processen van de onderneming in haar geheel.

De Minister kan, na overleg met de Minister van Energie en de Minister van Vorming, de criteria van het groeitraject van de onderneming bedoeld in het eerste lid bepalen.

De Minister bepaalt de modaliteiten voor de verificatie van deze criteria.

Afdeling 3. — Het ondernemingspaspoort

Art. 3. § 1. Een attest van zijn hoedanigheid van micro-, kleine of middelgrote onderneming, genoemd "ondernemingspaspoort", wordt verleend aan elke onderneming die erom verzoekt.

De Minister bepaalt de modaliteiten voor de indiening van de aanvraag alsook de procedure voor het verstrekken van het ondernemingspaspoort.

Het ondernemingspaspoort heeft een geldigheidsduur van één jaar.

§ 2. De gegevens voor de berekening van de jaarlijkse omzet, het balanstotaal en het aantal tewerkgestelde personen worden bepaald op basis van de laatste jaarrekening neergelegd met inachtneming van de wettelijke termijn voor de indiening bij de Nationale Bank van België vóór de datum van indiening van de steunaanvraag en beschikbaar via een centrale gegevensbank.

Voor de berekening van de jaarlijkse omzet, moet men verstaan de omzet betreffende het laatst afgesloten werkingsjaar, dat aan de indiening van de aanvraag voorafgaat en gewogen over twaalf maanden als dit werkingsjaar een periode van meer dan twaalf maanden dekt.

Voor de onderneming die haar jaarrekeningen bij de Nationale Bank van België neerlegt, worden de gegevens voor de berekening :

1° van de jaarlijkse omzet vastgesteld op basis van de laatste aangifte bij de directe belastingen vóór de indieningsdatum van de steunaanvraag;

2° van het aantal tewerkgestelde personen bepaald door een attest van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid waarin het aantal werknemers tewerkgesteld binnen de onderneming vóór de indieningsdatum van de steunaanvraag wordt vermeld.

In het geval van een recentelijk opgerichte onderneming waarvan de eerste jaarrekening nog niet is afgesloten en waarvan de eerste belastingsaangifte nog niet is gedaan, worden de gegevens opgesteld op basis van een financieel plan van het eerste activiteitenjaar.

§ 3. Voor de berekening van het tewerkstellingsbestand, dient men te verstaan : het jaargemiddelde van het aantal werknemers met een arbeidsovereenkomst in de bedrijfszetel waarop de aanvraag betrekking heeft, overeenstemmend met het aantal werkeenheden, berekend op grond van de multifunctionele aangiften bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid over de vier kwartalen die aan de indiening van de aanvraag voorafgaan.

§ 4. Voor de berekening van het balanstotaal, dient men te verstaan het totaal opgenomen in de balans betreffende het laatst afgesloten werkingsjaar, dat aan de indiening van de steunaanvraag voorafgaat en gewogen over twaalf maanden als dit werkingsjaar een periode van meer dan twaalf maanden dekt.

HOOFDSTUK II. — *Het geïntegreerd steunportfolio*

Art. 4. § 1. Het maximum bedrag over drie jaren verspreid per pijler van het elektronische portfolio van een projectontwikkelaar is de volgende :

- 1° pijler vorming : 6.000 euro;
- 2° pijler adviesverlening : 20.000 euro;
- 3° pijler coaching : 15.000 euro.

Het gecumuleerde bedrag van de toegekende steun mag evenwel het bedrag van 37.500 euro niet overschrijden, behoudens de mogelijkheid van toekenning van een aanvullend bedrag zoals bedoeld in artikel 7, § 1, derde lid, van het decreet van 21 december 2016.

§ 2. Het maximum bedrag van de subsidies, beoogd bij de de minimis-verordening, per jaar toegekend aan een onderneming bedraagt 100.000 euro, waarbij dat bedrag opgesplitst kan worden over de drie pijlers van het elektronische portfolio.

Art. 5. De Minister, de Minister van Energie en de Minister van Vorming bepalen, ieder wat hem betreft :

- 1° de soorten kosten die in aanmerking komen voor de pijlers van het elektronische portfolio van de projectontwikkelaar en voor die van de onderneming;
- 2° dezelfde in aanmerking komende kosten, al dan niet terugkerend, en de termijnen tussen diezelfde diensten;
- 3° het tijdsbestek waarin de dienstverlening wordt verricht;
- 4° het percentage van de steun voor elke in aanmerking komende kost alsook de aanpassingen van deze rentevoet voor :
 - a) een starter, een micro-onderneming, een kleine of een middelgrote onderneming;
 - b) een onderneming in groeitraject;
- 5° de uitzonderingen op de maximum rentevoet van tachtig percent van het bedrag van de in aanmerking komende kosten;
- 6° het maximumbedrag van subsidie toegekend voor elke in aanmerking komende kost alsook de eventuele aanpassingen van dit bedrag voor :
 - a) een starter, een micro-onderneming, een kleine of een middelgrote onderneming;
 - b) een onderneming in groeitraject.

De Minister, de Minister van Energie en de Minister van Vorming kan bovendien, ieder wat hem betreft, het begrip projectontwikkelaar verduidelijken alsook de criteria om na te gaan of de ondernemingen in aanmerking komen.

Art. 6. Alleen de ondernemingen waarvan de hoofdactiviteit op de datum van indiening van de steunaanvraag onder de sectoren bepaald op grond van de "NACE-BEL-code" door de Minister, de Minister van Energie en de Minister van Vorming valt, ieder wat hem betreft, komen in aanmerking voor de geïntegreerd steunportfolio.

De verwijzing naar de NACE-BEL-code maakt het vermoeden uit dat de onderneming of diens investeringsprogramma onder dat activiteitengebied ressorteert.

De onderneming kan vaststellen dat de NACE-BEL-code die haar wordt toegeschreven niet aan haar activiteitengebied of aan het door haar in het vooruitzicht gestelde investeringsprogramma beantwoordt en dat ze bij de Kruispuntbank Ondernemingen stappen heeft ondernomen om één of verschillende andere codes te krijgen.

HOOFDSTUK III. — *Labeling of erkenning van de dienstverleners*

Art. 7. De Minister, de Minister van Energie en de Minister van Vorming, ieder wat hem betreft, kan een dienstverlener vrijstellen van de labeling als een specifieke erkenning wordt georganiseerd die de principes van het kwaliteitsreferentieel bedoeld in artikel 8 overneemt.

De Minister, de Minister van Energie en de Minister van Vorming bepalen, ieder wat hem betreft, de voorwaarden en de modaliteiten van deze erkenning.

Art. 8. Een kwaliteitsreferentieel van de dienstverleners bestaande uit algemene elementen van informatie en bevoegdheid alsook concrete verbintenissen inzake dienstkwaliteit, met name in termen van toegankelijkheid, ontvangst, behandeling van de aanvraag, beheer van de relatie met de projectontwikkelaars of de ondernemingen wordt gezamenlijk bepaald door de Minister, de Minister van Energie en de Minister van Vorming op de voordracht van het referentiecentrum.

Elke dienstverlener die gelabeld wenst te worden gaat zich inspannen voor de kwaliteit door, overeenkomstig het kwaliteitsreferentieel, zijn verbintenissen te formuleren wat betreft het niveau en de kwaliteit van de diensten die hij garandeert aan de projectontwikkelaars of aan de ondernemingen.

Art. 9. § 1. De Minister erkent een referentiecentrum als instelling belast met de controle van het kwaliteitsreferentieel en met de begeleiding voor de labeling van de dienstverleners als hij :

- 1° opgericht is in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk met als doel, op zijn minst voor een deel, de sensibilisering, de vorming en de begeleiding van de onderneming voor het thema van de kwaliteit;
- 2° beschikt over een raad van bestuur die bestaat uit deskundigen inzake kwaliteit;
- 3° beschikt over een team dat minstens bestaat uit twee deskundigen inzake kwaliteit;
- 4° een ervaring van minstens tien jaar heeft in de sensibilisering, de vorming en de begeleiding van ondernemingen voor het thema van de kwaliteit;
- 5° zich ertoe verbindt de opdrachten toegekend door dit besluit te vervullen en niet zelf een dienstverlener te zijn in het kader van de steunportfolio.

§ 2. Het erkende referentiecentrum :

1° geeft de Administratie een advies over de labelingsaanvraag, de labelingshernieuwing of de labelingsintrekking van de verleners, in voorkomend geval, na een specifiek advies waarvan de modaliteiten worden bepaald door de Minister, de Minister van Energie en de Minister van Vorming, ieder wat hem betreft;

2° zorgt voor de kennis en de naleving van het kwaliteitsreferentieel bij de dienstverleners;

3° formuleert aanbevelingen die bestemd zijn om de kwaliteit van de dienstverleners te verbeteren;

4° organiseert een basis- en voortgezet sensibiliserings- en opleidingsprogramma voor het thema van de kwaliteit voor de dienstverleners.

Art. 10. § 1. De erkenningsaanvraag wordt bij aangetekend schrijven of elk middel waarbij een vaste datum aan de zending wordt verleend aan het Operationele directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst gericht.

De erkenningsaanvraag wordt ingediend in de vorm van een verklaring op erewoord waarvan het model door de Administratie wordt opgemaakt en aan de hand waarvan de aanvrager voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 9, § 1, 1° tot 3°.

Dit attest wordt aangevuld met :

1° een uiteenzetting van de ervaring van de aanvrager in de sensibilisering, de vorming en de begeleiding van ondernemingen voor het thema van de kwaliteit;

2° de deliberatie van het bevoegde orgaan van de aanvrager waarin de verbintenis opgenomen is om de opdrachten toegewezen krachtens dit besluit te vervullen en niet zelf een dienstverlener te zijn in het kader van de steunportfolio;

3° een methodologische nota waarin de aanvrager bepaalt hoe hij concreet aan de opdrachten gaat voldoen die aan het referentiecentrum worden toevertrouwd.

Elke wijziging van de gegevens vervat in de verklaring op erewoord wordt binnen vijftien dagen aan de administratie meegedeeld.

§ 2. De Minister beslist binnen twee maanden te rekenen van de indiening van de aanvraag. De erkenning wordt voor een onbepaalde periode toegekend maar wordt om de vijf jaar beoordeeld.

Als verschillende erkenningsaanvragen worden ingediend, zullen ze vergeleken worden ten opzichte van de criteria bepaald bij dit besluit, in voorkomend geval na verhoor van de aanvragers van de erkenning.

In het geval van niet-naleving van de voorwaarden bepaald bij dit besluit of indien de opdrachten toegewezen bij dit besluit niet worden vervuld, kan de erkenning ingetrokken worden.

Art. 11. Binnen de perken van de begrotingskredieten kent de Regering het referentiecentrum jaarlijks de middelen toe voor de uitoefening van zijn opdrachten.

De middelen dekken de personeelskosten en de werkingskosten, na aftrek van de labelingskost betaald door de dienstverlener.

Art. 12. § 1. De dienstverlener die gelabeld wenst te worden dient een labelingsaanvraag in bij het referentiecentrum volgens de modaliteiten gezamenlijk bepaald door de Minister, de Minister van Energie en de Minister van Vorming.

De labelingsaanvraag gaat minstens vergezeld van een dossier bestaande uit :

1° een afwezigheid van schulden t.o.v. het Waalse Gewest of een attest of een solvabiliteitscertificaat;

2° een diploma of relevante opleidingen in samenhang met de bevoegdheidsdomeinen beoogd door de labeling;

3° een omschrijving van de ervaringen, bestaande uit een ervaring van 3 jaar in het of de gewenste domeinen en verworven tijdens de jaren die rechtreeks voorafgaan aan de aanvraag;

4° een ondertekende verklaring op erewoord waarbij de juistheid van de verstrekte informatie wordt bevestigd

De labelingskost die geen 1.000 euro overschrijdt, valt ten laste van de dienstverlener.

In de schatting van de kost van de labeling wordt ook rekening gehouden met de maat van de structuur waardoor de dienstverlener zijn activiteit uitoefent. Het referentiecentrum maakt een tariefstructuur op rekening houdend met deze criteria.

De labeling van de dienstverlener wordt toegekend door de Administratie voor een maximumduur van drie jaar.

De Administratie registreert de gelabelde of erkende verlener op het webplatform.

In het geval van weigering van labeling kan een dienstverlener een beroep indienen bij de Minister, de Minister van Energie of de Minister van Vorming die ermee belast wordt een beslissing te nemen binnen de twee maanden.

§ 2. In het geval van niet-naleving van de bepalingen bepaald bij het decreet van 21 december 2016 of de uitvoeringsbesluiten, kan de Administratie, na verhoor de dienstverlener van de elektronische portfolio uitsluiten tijdens een bepaalde duur van maximum een jaar.

Het referentiecentrum of de erkenningsverlenende overheid wordt ingelicht over de beslissing.

De herinschrijving van de dienstverlener op het webplatform bestemd voor de steunportfolio kan uitsluitend gebeuren na het gunstig advies van het referentiecentrum en van de Administratie of de erkenningsverlenende overheid.

Art. 13. De dienstverlener stelt de overheid die hem gelabeld of erkend heeft in kennis van elke verandering van zijn gegevens uiteengezet op het webplatform bestemd voor de steunportfolio.

In het geval van niet-naleving van de bepalingen bij het decreet van 21 december 2016 of de uitvoeringsbesluiten of ten gevolge van een uitsluiting van de elektronische portfolio gedurende een bepaald duur, kan de Administratie, na verhoor, de labeling van de dienstverlener intrekken en brengt zij het referentiecentrum daarvan op de hoogte.

De Administratie bepaalt de modaliteiten van de intrekking van de erkenning van de dienstverlener.

Art. 14. Een gelabelde of erkende dienstverlener mag in zijn communicatie, ongeacht de wijze, niet laten blijken dat zijn labeling of erkenning een erkenning vormt van de diensten die hij presteert.

HOOFDSTUK IV. — *Nadere regels voor de behandeling van de steun*

Art. 15. De projectontwikkelaar, de onderneming of, in voorkomend geval, de dienstverlener in naam en voor rekening van de projectontwikkelaar of de onderneming, dient de steunaanvraag via het webplatform bestemd voor de steunportfolio in.

Art. 16. § 1. Vóór elke steunaanvraag selecteert de projectontwikkelaar of de onderneming de verlener met wie de prestatie zal worden uitgevoerd.

De projectontwikkelaar of de onderneming maakt vervolgens een dienstverleningsovereenkomst op met de dienstverlener voor de aangevraagde dienst en tekent een cheque-aanvraag.

De overeenkomst wordt opgemaakt vóór het begin van de bedoelde prestaties.

De dienstverlener gaat na, tijdens de ondertekening van de overeenkomst, of de steunaanvraag overeenstemt met het decreet van 21 december 2016, met dit besluit en met de uitvoeringsbesluiten en, in de gevallen bedoeld bij de Minister, de Minister van Energie of de Minister van Vorming, ieder wat hem betreft, maakt het project van overeenkomst over aan de betrokken Administratie voor voorafgaande validering vóór zijn invoering op het webplatform.

§ 2. De overeenkomst bedoeld in paragraaf 1 bevat minstens de volgende informatie :

1° de gegevens van de projectontwikkelaar of de onderneming;

2° de gegevens van de erkende of gelabelde dienstverlener;

3° een uitvoerige omschrijving van de gevraagde dienstverlening en van de planning van de prestaties;

4° een omschrijving van de meerwaarde van het project voor de Waalse economie, met name in termen van werkgelegenheidscreatie - of handhaving in het Waalse Gewest of in termen van ontwikkeling van de productie van goederen of diensten in het Waalse Gewest of in termen van innovatie;

5° de totale kost van de dienstverlening, exclusief btw;

6° de ondertekening van de dienstverlener of van diens wettelijke vertegenwoordiger;

7° de ondertekening van de projectontwikkelaar of van de wettelijke vertegenwoordiger van de onderneming;

8° de datum waarop de overeenkomst wordt gesloten.

De Minister, de Minister van Energie en de Minister van Vorming kunnen, ieder wat hem betreft, de minimale inhoud van de overeenkomst bepalen en de eventuele erbij te voegen bijkomende documenten bepalen.

Art. 17. De projectontwikkelaar, de onderneming of, in voorkomend geval, de dienstverlener in naam en voor rekening van de projectontwikkelaar of de onderneming, dient daarna zijn steunaanvraag in via het webplatform bestemd voor de steunportfolio vóór het begin van de uitvoering van de diensten.

De steunaanvraag kan alleen maar worden voorgelegd via het webplatform als het aanvraagdossier volledig is.

Een bericht van ontvangst van het gevalideerd dossier wordt gestuurd naar de projectontwikkelaar of de onderneming alsook naar de betrokken dienstverlener.

Art. 18. De Administratie gaat de ontvankelijkheid van de aanvraag om subsidies na binnen een maximum termijn van vijf werkdagen te rekenen van de indiening van het dossier.

Onder werkdag wordt verstaan elke dag van de week met uitzondering van de zaterdag, de zondag en de feestdagen.

Bij gebrek aan antwoord binnen de voorgeschreven termijn, wordt het dossier geacht ontvankelijk te zijn.

Als het dossier niet ontvankelijk is, schorst de Administratie de steunaanvraag en informeert ze de projectontwikkelaar, de onderneming en de dienstverlener, laatstgenoemde kan zijn steunaanvraag aanvullen en ze voorleggen aan een nieuw onderzoek van ontvankelijkheid.

Als het dossier niet wordt aangevuld en onderworpen aan een nieuw onderzoek van ontvankelijkheid binnen een termijn van één maand te rekenen van de datum van schorsing, dan wordt de steunaanvraag definitief vernietigd.

De Administratie weigert een dossier als :

1° de prestaties ontoelaatbare kosten dekken;

2° de projectontwikkelaar of de onderneming niet voldoet aan de omschrijving die hiervan wordt gegeven;

3° de dienstverlener geselecteerd om de gewenste dienstverlening te verwezenlijken niet gelabeld of erkend is voor dit soort dienst;

4° het jaarlijks maximum bedrag van de subsidies toegekend per jaar of de maximum bedragen van de subsidies, verspreid per pijler van het elektronische portfolio, worden bereikt;

5° de drempel van de de-minimissteun is bereikt;

6° als het project niet van dien aard is om een meerwaarde voor de Waalse economie te betekenen.

Art. 19. Als de aanvraag voldoet aan de vastgelegde voorwaarden, worden de projectontwikkelaar of de onderneming en de betrokken dienstverlener elektronisch ingelicht dat de steun wordt toegekend op voorwaarde dat de projectontwikkelaar of de onderneming een betaling verricht bij de uitgever, volgens de modaliteiten die hem worden meegedeeld, zijn deel voor de dekking van de door de steun bedoelde diensten, als een dergelijk deel wordt voorzien.

De betaling bedoeld in het eerste lid gebeurt uiterlijk binnen de dertig dagen van de ontvankelijkheid van het dossier.

Bij gebrek wordt de aanvraag om subsidies vernietigd.

Zodra de betaling ontvangen is, worden de projectontwikkelaar, de onderneming en de dienstverlener op de hoogte gebracht van de betaling en een elektronische cheque die gelijk is aan het totaalbedrag van de steun wordt geplaatst in de elektronische portfolio van de projectontwikkelaar of de onderneming en de dienstverlener wordt ingelicht.

De elektronische cheque kan prestaties dekken die verricht worden vanaf de datum van ontvankelijkheid van het dossier dat de startdatum vormt van de termijn waarin de prestatie verricht moet worden.

Art. 20. § 1. In voorkomend geval, uiterlijk een maand vóór de vervaldatum waarin de prestatie moet worden verricht, worden de projectontwikkelaar, de onderneming en de dienstverlener elektronisch op de hoogte gebracht van de termijn waarin de prestatie beëindigd moet zijn.

Aan het einde van de prestatie maakt de dienstverlener, via het webplatform bestemd voor de steunportfolio zijn factuur over die het volgende bevat :

1° de gegevens en het referentienummer van de dienstverlener;

2° het totaalbedrag van de factuur, exclusief btw;

3° een uitvoerige omschrijving van de gefactureerde prestaties, met een onderscheid, in voorkomend geval, tussen de prestaties verricht in het kader van de overeenkomst en de prestaties die buiten de overeenkomst vallen;

4° de datum van de factuur.

De dienstverlener voegt ook bij factuur een uitvoeringsverslag van de dienstverlening waarvan de inhoud wordt bepaald door de Minister, de Minister van Energie en de Minister van Vorming bepalen, ieder wat hem betreft.

De prestaties bedoeld in de overeenkomst die niet worden verricht of gedeeltelijk worden verricht, worden door de dienstverlener vermeld.

§ 2. De projectontwikkelaar of de onderneming valideert de factuur of het uitvoeringsverslag van de dienstverlener via het webplatform bestemd voor de steunportfolio binnen vijftien dagen.

Bij gebrek worden de factuur en het uitvoeringsverslag geacht gevalideerd te zijn.

§ 3. De Administratie gaat de ontvankelijkheid van de aanvraag om betaling na binnen een maximum termijn van vijf werkdagen.

Bij gebrek aan validatie binnen de voorgeschreven termijn, wordt het dossier geacht ontvankelijk te zijn.

Als de aanvraag om betaling niet ontvankelijk is, schorst de Administratie de betaling en informeert ze de projectontwikkelaar, de onderneming en de dienstverlener, laatstgenoemde kan zijn aanvraag om betaling aanvullen en ze voorleggen aan een nieuw onderzoek van ontvankelijkheid.

Als het dossier niet wordt aangevuld en onderworpen aan een nieuw onderzoek van ontvankelijkheid binnen de twee maanden te rekenen van de datum van schorsing, dan wordt de steunaanvraag definitief vernietigd.

Een rappelbrief wordt verstuurd naar de projectontwikkelaar, naar de onderneming en naar de dienstverlener vijftien dagen vóór het einde van de termijn van twee maanden.

De betaling van een dossier kan worden geschorst als :

1° de projectontwikkelaar, de onderneming of de dienstverlener van de elektronische portfolio wordt uitgesloten tijdens de duur van de uitsluiting en op voorwaarde dat hij daarna opnieuw in de portfolio wordt opgenomen;

2° als de projectontwikkelaar, de onderneming of de dienstverlener schuldenaar is van eisbare bedragen door het Waalse Gewest, zolang deze bedragen niet betaald zijn.

De Administratie weigert de betaling van een dossier als :

1° de verrichte prestaties niet overeenkomen met de prestaties bedoeld in het aanvraagdossier, in voorkomend geval, ondanks de verstrekte bijkomende informatie;

2° de projectontwikkelaar, de onderneming of de dienstverlener van de elektronische portfolio wordt uitgesloten en niet opnieuw opgenomen is in de portfolio;

3° de prestaties werden verricht na de duur waarin de dienstverlening moet worden verricht;

4° de drempel van de de-minimissteun is bereikt;

5° de onderneming naar het buitenland overgeplaatst is of stappen heeft ondernomen om over te gaan tot een gedeeltelijke of gehele delocalisatie van zijn activiteit naar het buitenland, wat een vermindering of een stopzetting van activiteiten in het Waalse Gewest als gevolg zou hebben.

§ 4. De facturen exclusief btw worden uitsluitend betaald via de elektronische portfolio.

De Administratie verzoekt bij de uitgever om de betaling op de bankrekening van de dienstverlener van de gevalideerde elektronische cheques.

De uitgever betaalt de dienstverlener binnen maximum vijftien dagen na de validatie van de betaling door de Administratie.

Art. 21. Als het eindbedrag van de prestatie exclusief btw lager is dan het bedrag vermeld in de dienstverleningsovereenkomst bedoeld in artikel 16, dan wordt het bedrag van de elektronische cheque aangepast door de Administratie om overeen te komen met het definitief bedrag.

De uitgever van de cheques betaalt aan de dienstverlener het eindbedrag en betaalt aan de projectontwikkelaar of aan de onderneming het te veel geïnde bedrag terug van de bijdrage die oorspronkelijk gestort werd binnen maximum vijftien dagen na de validering van de betaling.

Zodra de betaling is uitgevoerd, worden de projectontwikkelaar, de onderneming en de dienstverlener op de hoogte gebracht van de betaling.

Art. 22. Behoudens uitzondering bepaald door de Minister, de Minister van Energie of de Minister van Vorming, kan de dienstverlener beroep doen op onderaannemers voor de uitvoering van de prestaties bedoeld in de overeenkomst mits akkoord van de Administratie en voor een maximum van twintig percent van de prestatie. Hij blijft evenwel verantwoordelijk ten opzichte van de projectontwikkelaar of de onderneming :

1° voor de organisatie van de dienstverlening;

2° voor de communicatie;

3° voor de facturatie;

4° voor de kwaliteit van de dienstverlening en de eventuele klachten;

5° voor de naleving van het decreet van 21 december 2016, dit besluit en de uitvoeringsbesluiten.

Art. 23. De Administratie gaat over tot een ex-post controle van een monster van de gesloten dossiers met als doel om de naleving van het decreet van 21 december 2016 en van de uitvoeringsbesluiten te controleren.

Het monster van de gecontroleerde verrichtingen dient zo te zijn dat hij rekening houdt met de noodzaak om voldoende gevarieerde verrichtingen van aard en van omvang te controleren alsook geïdentificeerde risico-factoren.

Bij niet-naleving, in de gecontroleerde dossiers, van de verplichtingen uitgevaardigd bij of krachtens het decreet van 21 december 2016 en onverminderd de bepalingen van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuursseenheden, brengt de Administratie de steun geheel of gedeeltelijk in verhouding tot de vastgestelde inbreuken.

In dat geval betaalt de dienstverlener, de onderneming of de projectontwikkelaar in functie van de oorsprong van de fout, het openbaar gedeelte van de subsidie terug aan de uitgever van de cheques, volgens de modaliteiten die hem worden meegedeeld.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Afdeling 1. — Wijzigingsbepalingen

Art. 24. In het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, worden de volgende artikelen opgeheven :

- 1° artikel 27, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 januari 2014;
- 2° de artikelen 28 en 29;
- 3° artikel 30, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006;
- 4° artikel 31, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 december 2008;
- 5° artikel 32, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006;
- 6° artikel 33;
- 7° artikel 34, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 26 februari 2015;
- 8° artikel 35;
- 9° de artikelen 36 en 37, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2007;
- 10° artikel 38, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 6 december 2007 en 12 december 2008;
- 11° artikel 39, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006.

Art. 25. In het besluit van de Waalse regering van 29 oktober 2015 betreffende de steun voor internationalisering van de ondernemingen, worden opgeheven :

- 1° de artikelen 13 tot 16;
- 2° de artikelen 41 tot 49;
- 3° artikel 56;
- 4° artikel 63.

Afdeling 2. — Opheffingsbepalingen

Art. 26. Opgeheven worden :

1° het besluit van de Waalse regering van 19 september 2002 betreffende de toekenning van een premie aan de ondernemingen die een beroep doen op een Rentic, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 11 maart 2004 en 9 februari 2006;

2° het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 betreffende de toekenning van een premie aan de ondernemingen die een website voor e-business openen, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 juni 2006;

3° het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 betreffende de erkenning voor het beheer van e-businessprojecten, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 maart 2004;

4° het besluit van de Waalse Regering van 23 oktober 2008 tot uitvoering van het decreet van 15 juli 2008 betreffende de steunverlening voor het scheppen van activiteit via pre-startpremies en de steunverlening aan ondernemingen door middel van innovatiepremies, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 24 maart 2010 en 15 januari 2015.

Afdeling 3. — Overgangsbepalingen

Art. 27. De niet-verbruikte of teruggevorderde bedragen afkomstig uit de middelen toegekend aan het "Agence pour l'Entreprise et l'Innovation" (Agentschap voor Ondernemen en Innoveren) in het kader van de uitvoering van het decreet van 15 juli 2008 betreffende de steunverlening voor het scheppen van activiteit via pre-startpremies en de steunverlening aan ondernemingen door middel van innovatiepremies kunnen worden gebruikt door het "Agence pour l'Entreprise et l'Innovation", na 31 december 2016, om de personeels- en werkingskosten te dekken i.v.m het beheer van de steun toegekend op die datum tot aan de definitieve sluiting van de dossiers ingediend tot 31 december 2016.

Indien, aan het einde van deze definitieve sluiting, een schuld t.o.v. het Waalse Gewest blijft bestaan in de rekeningen van het "Agence pour l'Entreprise et l'Innovation", kan de Regering ofwel de terugbetaling van deze schuld vragen ofwel ervan afzien en dit bedrag bestemmen voor andere acties van het "Agence pour l'Entreprise et l'Innovation" dat zij bepaalt.

Art. 28. In afwijking van artikel 7, § 2, en gedurende een periode van maximum twee jaar, wordt een dienstverlener vrijgesteld van de labeling als hij erkend is, zelfs als de specifieke erkenning nog niet de principes van het kwaliteitsreferentieel bedoeld in artikel 8 opneemt.

Afdeling 4. — Inwerkingtreding

Art. 29. § 1. Dit besluit treedt in werking op 1 maart 2017.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, treedt artikel 3 uiterlijk in werking op 30 juni 2018.

Tot de inwerkingtreding van artikel 3, bewijst de onderneming haar hoedanigheid van micro-, kleine of middelgrote onderneming via de ondertekening van een verklaring op erewoord waarvan het model door de Minister wordt bepaald.

§ 3. In afwachting van de installatie van het referentiecentrum en van de labelingsprocedure kan de Administratie tijdelijk, tot 31 december 2017, dienstverleners erkennen andere dan die al reeds gecertificeerd of erkend zijn in het kader van de decreten bedoeld in de artikelen 32, 34 en 35 van het decreet van 21 december 2016 of door openbare instellingen om het geheel van de diensten te kunnen dekken die in de geïntegreerde steunportfolio worden opgenomen.

§ 4. Artikel 32 van het decreet van 21 december 2016 heeft uitwerking met ingang van 31 januari 2017.

De dossiers ingediend vóór 31 december 2016 worden onderzocht en maken het voorwerp uit van een beslissing vóór 31 januari 2017.

§ 5. Artikel 33 van het decreet van 21 december 2016 treedt in werking op 28 februari 2017.

De dossiers ingediend vóór 31 januari 2017 worden onderzocht en maken het voorwerp uit van een beslissing vóór 30 april 2017.

§ 6. Artikel 34 van het decreet van 21 december 2016 treedt in werking op 28 februari 2017.

De dossiers ingediend vóór 31 december 2016 worden onderzocht en maken het voorwerp uit van een beslissing vóór 30 juni 2017.

§ 7. In afwijking van paragraaf 1, treedt artikel 25 van dit besluit in werking op 30 april 2017.

§ 8. Artikel 35 van het decreet van 21 december 2016 heeft uitwerking met ingang van 31 december 2016.

Art. 30. De Minister van Economie, de Minister van Energie en de Minister van Vorming zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 februari 2017.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Administratieve Vereenvoudiging en Energie,

C. LACROIX

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

E. TILLIEUX

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2017/11350]

17 MARS 2017. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 3 mai 2016 fixant la constitution d'une réserve de recrutement et imposant les conditions particulières de recrutement de sapeurs-pompiers francophones et néerlandophones pour le Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente de la Région de Bruxelles-Capitale

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises ;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 1990 portant création d'un Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juin 2002 portant le statut administratif et pécuniaire du personnel opérationnel du SIAMU, les articles 12 à 14 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale du 20 juillet 2011 déterminant, en vue de l'application de l'article 43 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, les grades des membres du personnel du Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale qui constituent un même degré de hiérarchie ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 juillet 2011 fixant les cadres linguistiques du Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mars 2014 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale, les articles 34, 35 et 36 à 54 ;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2017/11350]

17 MAART 2017. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 3 mei 2016 tot samenstelling van een wervingsreserve en tot bepaling van de bijzondere voorwaarden voor de werving van Franstalige en Nederlandstalige brandweermannen voor de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen;

Gelet op het gebruik van talen in bestuurszaken, gecoördineerd op de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 juni 2002 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de DBDMH, de artikelen 12 tot en met 14;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 juli 2011 houdende, met het oog op de toepassing van artikel 43 van de wetten op het gebruik van talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, vaststelling van de graden van het personeel van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp die eenzelfde trap van de hiërarchie vormen;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 juli 2011 houdende vaststelling van de taalkaders van het personeel van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 maart 2014 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de artikelen 34, 35 en 36 tot en met 54;